

La Consolidation de la paix au Liban

"Explosion de Beyrouth : Guérir les blessures"

Publié par le projet " La consolidation de la paix au Liban " du Programme des Nations Unies pour le développement et financé par l'Allemagne, ce supplément est distribué avec les quotidiens an-Nahar dans sa version arabe, et avec le Daily Star et L'Orient-Le Jour dans les versions anglaises et françaises.

Ce numéro regroupe les articles d'un certain nombre d'écrivains, de journalistes et de professionnels des médias, de chercheurs et d'artistes.

Il aborde les sujets relatifs à la paix civile et les répercussions de la crise syrienne au Liban et les relations entre les Libanais et les Syriens, dans des approches de fond loin des discours de haine.

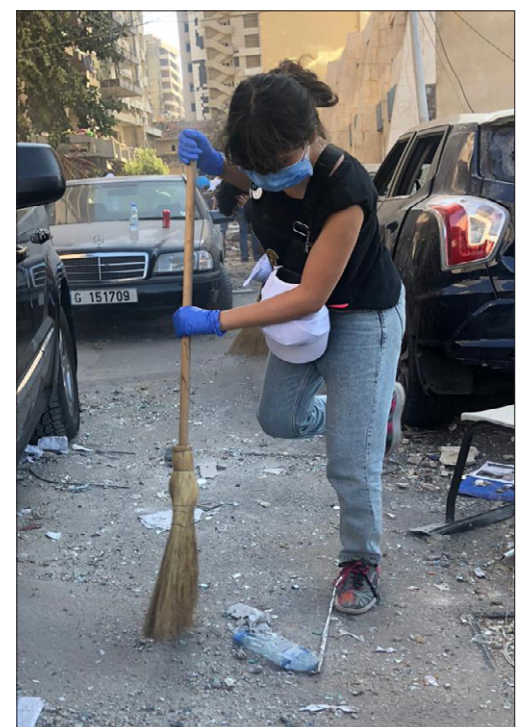
Édition N°25, septembre 2020 - "Explosion de Beyrouth : Guérir les blessures"



© Illustration par Lamis Nashif

- 03 Comment l'État a-t-il géré la catastrophe?
- 04 La communauté internationale et l'explosion de Beyrouth : entre le requis, le prévu et le possible...
- 05 Comme nos parents avant nous : une nouvelle génération lutte contre le traumatisme qui a frappé Beyrouth
- 05 Le Covid-19 et l'explosion : une intervention dans un contexte de crises multiples
- 06 Soutien familial et communautaire à la santé mentale des enfants et adolescents après le traumatisme
- 07 Comment la tragédie de Beyrouth a ravivé le sentiment d'appartenance nationale
- 10 Beyrouth et ses réfugiés : l'amour partagé
- 10 Un morceau de Liban qui ne quitte jamais : le rôle de la diaspora dans la reconstruction de Beyrouth
- 11 Pour une reconstruction verte de Beyrouth
- 12 La protection des locataires, au coeur de la renaissance d'une ville
- 13 La récupération du patrimoine dans son contexte : Beyrouth, après l'explosion
- 14 Des outils simples permettent de découvrir les fake news
- 15 La détresse insoutenable des familles qui recherchent toujours leurs disparus

08 Témoignages de volontaires



Faire avancer le Liban

Céline Moyroud

Représentant Résident a.i du Programme des Nations Unies pour le Développement

L'explosion qui a secoué le port de Beyrouth le 4 août 2020 détient le potentiel d'être un point de basculement critique pour l'ensemble du Liban. Elle a permis de découvrir les équilibres fragiles actuels qui ont masqué des fractures structurelles, certaines avec des racines profondes dans le passé. Cela peut également ouvrir la voie à de nouvelles façons de penser sur la manière d'aider le peuple libanais à se rétablir ; peut-être en assistant toutes les parties prenantes à regarder l'énorme tâche à accomplir à travers une lentille tournée vers l'avenir et centrée sur les personnes, en apportant de nouvelles idées et en jetant de nouvelles lumières sur les anciennes pour faire avancer le Liban. Après une décennie de difficultés provoquées par les retombées du conflit en Syrie, cette explosion est survenue au milieu d'autres crises : une économie en déclin qui s'approche rapidement de l'effondrement, déclenchant des manifestations sans précédent exigeant la reddition des comptes, la transparence et l'inclusion, ainsi que l'écllosion d'une pandémie mondiale inédite qui ne s'atténue pas. Ces crises ont très durement frappé le développement humain au Liban, et leurs simultanités ont testé au-delà de leurs limites les capacités d'adaptation du peuple libanais. À l'échelle mondiale, les impacts directs du Covid-19 sur la santé, combinés à l'impact des mesures nécessaires pour contenir son débordement sur l'éducation et l'activité économique, ont fait baisser le développement humain cette année pour la première fois depuis que le Pnud a introduit son indice de développement humain en 1990. Au Liban, comme dans le reste du monde, la crise du coronavirus a révélé des fragilités structurelles des systèmes de santé et un manque de préparation systémique des dispositifs de gouvernance nécessaires pour faire face à une crise aussi importante. Plus encore, elle a dévoilé et exacerbé les vulnérabilités et les inégalités déjà existantes. La crise a touché tout le monde, mais pas de la même manière, ni de façon égale. Les plus vulnérables ont été les plus durement touchés – les communautés défavorisées, les réfugiés, les travailleurs migrants et les groupes soumis à des inégalités systémiques, comme les femmes et les filles. Les inégalités peuvent aussi exacerber les tensions intercommunautaires et menacer la stabilité sociale. Il en est exactement de même des impacts de la crise économique et, plus récemment, de l'explosion au port.

Les crises renforcent également une propension quasi primitive à la solidarité. Dans toutes les crises récentes au Liban, nous avons assisté à une mobilisation communautaire contre les inégalités, avec des gens questionnant la distribution, considérée comme acquise, de la richesse, des services et des réseaux de protection sociale, et appelant à un changement basé sur l'égalité, la solidarité et le développement durable. Prenant l'explosion du port comme point de départ, les articles de cette édition du supplément entrent dans cette veine – examinant les impacts des crises multiples et mutuellement exacerbées au Liban. Ils nous invitent à repenser les héritages du passé, ainsi que les nouveaux potentiels et modalités. S'il s'agit de tirer parti des expériences des crises passées : comment la communauté internationale doit transformer son soutien ; de nouveaux rôles pour la très importante diaspora libanaise ; une compréhension empathique des perspectives des réfugiés ; ou de nouvelles approches pour aborder des questions fondamentales, telles que l'appartenance, la préservation du patrimoine urbain vivant, ou encore la gestion des risques de catastrophe... l'ensemble des articles ci-avant nous invitent à réfléchir à l'avenir, au-delà du « business as usual », pendant que nous réfléchissons à la manière de rassembler tout le monde pour contribuer à faire avancer le Liban.

Nos médias ne sont pas des boucs émissaires

Ghassan Hajjar *Rédacteur en chef du quotidien an-Nahar*

L'explosion au port du 4 août 2020 ne doit pas être considérée comme un événement banal, pris à la légère, et devenir un prétexte pour tenter d'influencer et d'intimider les médias en les accusant de gonfler l'affaire et d'agiter l'opinion publique. À chaque fois, les responsables politiques essaient de faire porter aux médias le lourd fardeau de leurs erreurs, de leurs négligences et de leurs inavouables complicités. Avec toujours une démarche récurrente : ils sont constamment à la recherche de couvertures médiatiques, sont de connivence avec certains journalistes, mais s'ils n'obtiennent pas le résultat souhaité, ou si les chefs de leurs groupes parlementaires, de leurs partis ou autres bienfaiteurs ne sont pas contents, ils se retournent contre les médias, les accusant de distorsion des faits et d'inexactitude. Avec la grosse explosion, qui n'a pas encore bénéficié du recul du temps pour alléger son fardeau sur la population, psychologiquement, physiquement et financièrement, les politiciens ont tenté de se soustraire à leurs responsabilités, et jusqu'à aujourd'hui les enquêtes n'ont pas déterminé les vraies responsabilités dans la catastrophe. Une situation qui a poussé les responsables à souhaiter que les médias « ne fassent pas de la provocation », comme si les institutions médiatiques étaient celles qui avaient tué 200 innocents, blessé 6 000 autres, contribué à l'exode d'environ 300 000 sans-abri, détruit 70 000 logements, démolit l'économie et causé un préjudice moral à la moitié de la population libanaise. Ils ont oublié que les médias internationaux ont rapporté les scènes en direct de Beyrouth, et ils ont fait mine d'oublier que l'autorité a applaudi l'explosion parce qu'elle considérait qu'elle contribuait à mettre fin à l'isolement du Liban, et ils n'admettent pas que ce sont les médias qui ont contribué à la fourniture des aides au Liban.

Les médias libanais ont transmis la douleur des gens, de ceux qui sont leur famille, leurs voisins et leurs proches, ceux qui sont sans voix et que personne n'écoute jamais, n'était-ce la pression médiatique. Les autorités veulent-elles réprimer les gens et leur interdire de pleurer et de crier ? Peut-on empêcher une mère de pleurer son enfant unique ?

Ce ne sont pas les médias qui ont provoqué cette catastrophe. Ils ont simplement accompli leur devoir moral et en conscience... et plus important encore, leur devoir professionnel. Merci à nos collègues journalistes !

Tous sur le pont pour sauver Beyrouth

Mr. Sascha Stadler *Directeur de la Banque allemande de développement KfW – Liban*

Il n'y a pas de mots pour décrire la terrible tragédie qui a frappé Beyrouth le 4 août. Les scènes de destruction à la suite de l'explosion ont rappelé aux gens les souvenirs encore vifs de la guerre civile, avec les familles déchirées, les maisons et les affaires perdues, ainsi que la peur pour l'avenir. Associées à la pire crise économique à laquelle le pays est confronté et à une pandémie de Covid-19 qui semble être devenue incontrôlable, les perspectives paraissent vraiment sombres pour le pays. Pourtant, la tragédie a révélé les nombreux amis sur lesquels le Liban peut compter. Des amis comprenant des volontaires venus de tout le pays, qui ont foncé vers la capitale blessée pour aider les victimes, des expatriés libanais mobilisant leur soutien en ligne et des gouvernements étrangers envoyant de l'aide de toutes les manières possibles, alors même que le port de Beyrouth peine toujours à se rétablir.

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas, a affirmé que son pays « ne laisserait pas le peuple de Beyrouth dans l'adversité », promettant 20 millions d'euros supplémentaires d'aide humanitaire et de coopération au développement. Face à un désastre d'une telle ampleur, les priorités les plus urgentes sont de répondre aux besoins de base, tels que les fournitures médicales, la nourriture et un abri pour toutes les personnes touchées, avant de restaurer leur foi en un avenir meilleur en créant des moyens de subsistance, en promouvant une meilleure inclusion économique et en soignant les blessures psychologiques. En ces temps d'incertitude accrue, un autre danger plus pernicieux menace la vie et le bien-être des gens : les « fake news », qui sèment la panique et alimentent la violence. Une occasion supplémentaire pour nous de conjuguer nos efforts avec les nombreux amis du Liban en vue d'aider à combattre cette « désinfodémie ». Par l'intermédiaire du Pnud, la KfW a financé des formations destinées aux rédacteurs en chef et aux journalistes de l'Agence nationale d'information (ANI) sur la lutte contre les fausses informations. À l'aide des connaissances et outils nouvellement acquis, les journalistes de l'agence ont commencé à exploiter un site web dédié à la détection et à la démystification des fausses nouvelles axées sur la santé des personnes dans le domaine médical. Alors que les événements se succèdent et continuent de se déformer, des espaces médiatiques sûrs et positifs sont essentiels pour promouvoir un dialogue constructif et réduire les inégalités. Le supplément d'information sur la consolidation de la paix au Liban que vous êtes en train de lire est l'un de ces espaces. Le supplément est publié grâce à un financement de l'Allemagne, via la Banque allemande de développement KfW et à travers la vision commune de la consolidation de la paix partagée par des journalistes, des militants, des chercheurs et des artistes au Liban. Alors que les voix en faveur de la paix peuvent encore être entendues, les acteurs du changement positif peuvent aussi écrire un avenir radieux pour le Liban, unis par les premiers mots de l'hymne libanais comme ils l'ont si bien démontré au lendemain de « l'explosion : « Tous pour le pays »

Repartir de zéro

Gaby Nasr *Directeur des éditions spéciales du quotidien L'Orient-Le Jour*

Comme si la crise économique et la pandémie de coronavirus ne suffisaient pas, il a fallu que la double explosion au port de Beyrouth vienne remuer le couteau dans la plaie des Libanais en détresse. Avec même pas l'espoir d'une reconstruction rapide des zones dévastées, tant le démon des divisions politiques a gangrené leur pays.

Il faut savoir qu'au Liban, tout ou presque est à refaire. Avant même le lancement des chantiers, la restructuration de l'économie et les plans de réforme structurelle... c'est toute une éducation, tout un système de pensée qui sont à revoir. La catastrophe du port a dévoilé de la façon la plus criante la négligence, l'incompétence, jusqu'à l'inexistence d'un service public à même d'assister la population en temps de crise. Pour s'en rendre compte, il n'y a voir l'admirable solidarité des riverains et des associations de la société civile dans les premiers secours portés aux habitants des quartiers détruits, puis dans le déblayage des gravats et des bris de verre. Déjà bien avant cette succession des malheurs qui aujourd'hui frappent le Liban, les différents gouvernements qui se sont succédé n'ont jamais été capables de mettre en place des solutions crédibles pour des besoins de base, tels que l'électricité, l'eau et le téléphone, la gestion des déchets ménagers, sans oublier la sécurité. Autant de questions qui constituent la définition même de l'État. La priorité a toujours été donnée aux palabres politiques. Certes, la liberté de débat est un signe de bonne santé démocratique. Mais le débat ne peut constituer une finalité en soi, et à un moment donné il faudrait bien agir. Or, le Liban, pays fondé sur le consensus perpétuel poussé jusqu'à la caricature, est condamné à l'inaction. Face à l'État absent dont il ne reste plus que la carcasse constitutionnelle, les Libanais se sont habitués à ne compter que sur eux-mêmes. Si cette réaction à l'incurie publique peut engendrer de belles initiatives axées sur le savoir-faire, l'entraide et la solidarité, elle a aussi son revers très souvent synonyme de légèreté, d'égoïsme, d'incivilité, et pour certains d'un goût immodéré pour la filouterie et l'arnaque. Comment s'en étonner, puisque l'exemple vient d'en haut ? Comment peut-on espérer autre chose, lorsque l'État est quasiment démissionnaire depuis plus de 50 ans et que la population est lâchée dans la nature ? Certes, plus rien n'est pareil depuis le 4 août. Ne reste plus qu'à souhaiter que ce qui suivra puisse susciter un frémissement d'espoir...

La presse libanaise en souffrance au moment où elle est plus que jamais nécessaire

Nadim Ladki *Rédacteur en chef du quotidien Daily Star*

À aucun moment de l'histoire du Liban, le pays n'a eu autant besoin d'informations fiables fournies par ses médias d'information en place, en particulier ses journaux de confiance. Le pays étant pris dans les tourbillons de multiples tempêtes, les citoyens ont désespérément besoin de faits, d'une image précise de ce qui se passe sur le terrain et peut-être avec davantage d'information encore que ce qui reste à venir.

Pourtant, il est tragique qu'à un moment aussi crucial de l'histoire du Liban, les médias du pays, vulnérables aux mêmes maux qui secouent le pays, soient les plus désavantagés et souffrent coup après coup jusqu'à ce que leurs voix soient presque étouffées. Ce n'est un secret pour personne que les journaux traditionnels sont en déclin dans le monde depuis des années, en raison de la prévalence croissante des médias sociaux et de l'essor des plateformes numériques. Le changement de préférence des lecteurs pour les sources en ligne a naturellement entraîné une contraction des revenus publicitaires à destination des publications imprimées. Au Liban cependant, les difficultés ont été plus aiguës. L'industrie des médias était déjà en difficulté avant même les manifestations qui ont éclaté le 17 octobre de l'année dernière. Mais la paralysie économique et la crise financière, ainsi que les contraintes qui ont suivi, ont miné encore plus ce qui restait de ressources à proprement parler, en particulier en provenance du secteur bancaire, source majeure des revenus publicitaires pour les journaux et autres médias. Le confinement à l'échelle nationale suite à la détection des cas de Covid-19 au Liban a aggravé les choses, contractant davantage l'économie et rendant même la notion de revenus publicitaires futurs invraisemblable. Même le soutien financier des formations politiques, source traditionnelle de revenus des médias dans la région, s'est tari. Puis vint l'explosion dévastatrice du port de Beyrouth qui, en plus de tuer près de 200 personnes, blesser des milliers d'autres et détruire des milliers de maisons dans la capitale, a provoqué des dégâts matériels dans les bureaux des principaux médias, notamment les quotidiens Daily Star et an-Nahar, à un moment où ces deux journaux sont engagés dans une lutte ardue et sont incapables de couvrir leurs frais. Pendant ce temps, et alors que les médias de confiance du pays s'efforcent de réparer les dégâts, les réseaux sociaux sont bombardés de fausses nouvelles qui déforment la réalité et brouillent la perception des gens, à un moment où ils ont désespérément besoin de savoir ce qu'il se passe réellement. Les médias traditionnels n'ayant plus les ressources suffisantes pour fournir une information professionnelle de qualité, le public se retrouve soumis à un contenu faussé, biaisé et manipulateur qui aggrave encore plus les tensions sectaires dans un pays au bord du gouffre. De plus, dans un Liban traditionnellement connu pour être le phare de la presse libre au Moyen-Orient, la liberté des médias est de plus en plus frappée de restrictions tandis que les journalistes, qui ont du mal à joindre les deux bouts, autant sinon plus que quiconque, subissent des poursuites absurdes, alors même que les publications et déclarations les plus triviales sont diffusées sur les réseaux sociaux. Aujourd'hui plus que jamais, les médias libanais traditionnels ont besoin d'aide pour revenir à l'avant-garde de l'information et du reportage. Ils ont besoin d'aide pour être en mesure de couper court aux rumeurs et insinuations qui accroissent les tensions, repousser les nouvelles fabriquées de toutes pièces qui affligent les réseaux sociaux, et redevenir les organismes vers lesquels les gens se tournent quand ils ont le plus besoin d'une couverture factuelle et de qualité.

Comment l'État a-t-il géré la catastrophe ?

Moustapha Raad
Journaliste environnemental

La confusion qui sur le plan officiel a marqué la gestion de l'explosion catastrophique du port de Beyrouth le 4 août 2020, montre à l'évidence qu'elle n'a pas été conduite selon les exigences de l'accord de gestion des risques de catastrophe « Sendai », signé par le Liban en 2015, vu le manque de coordination entre tous les services opérant sur le terrain.

Cette évidente confusion n'était ni nouvelle, ni limitée à quelques ministères et départements publics, qui se sont tous empressés de s'exonérer de toute responsabilité à l'égard d'une catastrophe nationale de cette ampleur. Malgré le remarquable travail international de préparation de plans nationaux de gestion des catastrophes au cours des cinq dernières années au Liban, l'échec de l'activation de l'Unité de gestion des risques de catastrophe a eu un impact négatif sur la réponse à la catastrophe, entraînant un retard dans la délégation « à l'armée libanaise le lendemain de la gestion de la catastrophe », selon un rapport des médias locaux.

Le manque de coordination entre les services a eu un impact négatif sur le travail des équipes de secours travaillant sur le terrain. De même source, on ajoute qu'au cours des « 48 premières heures, les équipes de la Défense civile ont manqué de lampes de poche et de matériel de sauvetage, ce qui a constitué un obstacle majeur à la recherche de survivants dans les décombres, obligeant les équipes à arrêter leurs recherches à la nuit tombée, et à secourir les survivants à l'aide de méthodes primitives et des balises de téléphones portables ». Par ailleurs, « le manque d'instructions préventives sur l'émergence du coronavirus Covid-19, a contribué à augmenter le nombre de contaminations chez les hommes et femmes volontaires dans les opérations de déblaiement ».

Un certain nombre de facteurs ont conduit à l'explosion, et les manquements aux devoirs des services de sécurité, qui sera établi par les enquêteurs, n'ont pas atténué les risques. Selon la source citée « personne n'a fait preuve de négligence dans la réponse au désastre, mais la confusion des prérogatives entre les services officiels et le défaut de mise en œuvre des plans de réponse conçus pour faire face aux catastrophes, ont eu un impact négatif sur toutes les opérations, à commencer par l'absence de répartition des rôles dans l'établissement du périmètre de sécurité, la détermination des mécanismes de recherche et de sauvetage des survivants, l'identification des corps, l'obtention d'échantillons d'ADN, ainsi que l'absence d'un centre de communication ».

Une autre source ajoute que « l'État n'a pas encore achevé son évaluation des 'risques multiples', pour déterminer si l'explosion s'est produite naturellement ou s'il s'agissait d'un acte délibéré », en raison de « l'absence d'une salle d'opérations conjointe entre les agences de secours, la commission scientifique et les services de sécurité ».

La source souligne également qu'il aurait été possible d'améliorer la réponse à la catastrophe « si des équipes formées aux catastrophes dans tous les secteurs avaient été utilisées », d'autant plus qu'une « simulation en réponse au désastre provoqué par une explosion dans un établissement public », avait été organisée il y a quelques années. Mais la réponse confuse des services officiels devait rappeler celle qui avait marqué l'effondrement d'un bâtiment quartier Fassouh, dans la nuit du 15 décembre 2012, à Achrafieh, et la mort de 27 personnes cette nuit-là en raison du manque de coordination. »

La municipalité de Beyrouth assume-t-elle une part de responsabilité ?

Au niveau local, effectivement, la municipalité de Beyrouth

assume une part de responsabilité dans l'explosion du port, avec d'autres administrations officielles. L'article 49 de la loi sur les municipalités précise qu'il relève de

face à la dévastation de Beyrouth. C'est ainsi que 1 200 ingénieurs de l'Ordre des ingénieurs et architectes se sont portés volontaires pour aider l'armée libanaise à recenser



la responsabilité du conseil municipal « de surveiller le fonctionnement des services publics et de préparer des rapports sur l'avancement de leurs travaux à l'adresse des services compétents » (y compris le port de Beyrouth), comme le souligne André Sleiman, le représentant de l'organisation « Democracy Reporting International » au Liban, dans une interview exclusive. Il ajoute que la tâche « du chef de conseil exécutif de la municipalité de Beyrouth, à savoir son président, est de se concentrer sur les moyens de prévenir les incendies, les explosions et les fuites d'eau, d'organiser la lutte contre les incendies, de surveiller les zones de stockage des matières explosives et du carburant, d'en déterminer les quantités et la manière de les stocker en respectant les normes de prévention, conformément à l'article 74 de la même loi ».

André Sleiman souligne que le Fonds mondial pour la prévention des catastrophes et le relèvement (GFDRR) a déjà formé certaines des autorités municipales compétentes sur la façon de faire face aux catastrophes, dans le cadre du programme « Plan directeur global de résilience urbaine pour la ville de Beyrouth » en 2018, avec un financement de 1,1 million de dollars, pour la formation sur la flexibilité et la résilience urbaine, mais cette formation « n'a pas été appliquée lorsque la catastrophe s'est produite ».

L'Ordre des ingénieurs et architectes mène une enquête sur les dommages

Les organisations et les syndicats ne sont pas restés passifs,

les bâtiments résidentiels et les ponts endommagés. L'ingénieur Firas Mortada, président de l'association des urbanistes de l'Ordre, a expliqué dans une interview exclusive que « 40 équipes d'ingénieurs ont aidé l'armée à enquêter sur les dommages causés aux installations, et qu'elles ont été réparties sur 97 zones, dont plus de 1 500 bâtiments ont été inspectés, sans compter l'inspection des ponts. Les informations correspondantes ont été téléchargées via une application mobile sur un serveur privé d'Internet géré par l'Ordre et l'armée, tandis qu'une salle d'opérations conjointe était établie entre eux », ce qui facilitera aux parties prenantes locales et internationales, la reconstruction des bâtiments détruits.

Que faire ?

Après la catastrophe, il devient impératif de travailler à « mieux reconstruire », selon la source bien informée citée plus haut, qui ajoute qu'il est « nécessaire, d'indemniser les victimes économiques et psychologiques à long terme de l'explosion, et d'aider à relancer l'économie, en soutenant les petites et moyennes entreprises émergentes et en créant des emplois pour toutes les personnes qui ont perdu leur travail et/ou leur lieu de travail ». Et d'expliquer que « les bâtiments résidentiels, les centres gouvernementaux et privés, doivent être reconstruits selon des critères d'ingénierie plus rigoureux, étant plus vulnérables aux tsunamis et aux tremblements de terre ».

La communauté internationale et l'explosion de Beyrouth : entre le requis, le prévu et le possible...

Fatima Moussaoui

Chercheuse basée au Liban

L'explosion assourdissante qui a ravagé le port de Beyrouth a provoqué d'énormes pertes sur tous les plans et montré combien la structure politique du Liban est fragile et impuissante face à la catastrophe, alors que le pays croulait déjà sous le poids d'une crise économique sans précédent, accentuée par la pandémie du coronavirus. On ne peut pas ne pas remarquer l'absence de tout rôle officiel dans la phase de l'après-explosion. Les services gouvernementaux n'ont pas accompli leur mission et les municipalités n'ont pas non plus joué un rôle prépondérant. De même, les hôpitaux publics n'ont pas été suffisamment équipés, en dépit du besoin pressant de soigner les blessés, lesquels souvent ne trouvaient pas de lits disponibles.

Mais face à l'impuissance et à l'inefficacité des institutions publiques, beaucoup de gens qui n'appartiennent à aucune d'entre elles ont spontanément secouru les blessés, aidé à sauver les personnes enfouies sous les décombres, ou commencé à déblayer les rues et distribuer des aides à ceux qui étaient dans le besoin. Tout cela a eu lieu en l'absence d'un rôle officiel efficace dans l'opération de sauvetage et d'aide aux personnes touchées par la catastrophe. Le gouvernement s'est contenté de démissionner quelques jours après le drame, sans déployer aucun effort pour assumer sérieusement ses responsabilités.

La communauté internationale s'impose dans le paysage

Au cours des derniers mois, de nombreux pays se sont repliés sur eux-mêmes dans leur tentative de surmonter la pandémie du Covid-19. Ce qui a approfondi au Liban la crise économique intérieure, le pays étant livré à lui-même sans intervention étrangère pour le sauver. Il ne faut pas non plus oublier les facteurs politiques régionaux qui ont conforté l'inertie internationale à l'égard du Liban. Mais il est clair que l'ampleur de l'explosion du 4 août a ébranlé cette inertie, l'événement était effrayant et le choc international n'était pas moins important que le choc interne.

En évoquant les initiatives de la communauté internationale suite à ce drame, on ne peut pas occulter celles des différentes organisations relevant des Nations Unies et les appels lancés par les organisations internationales pour agir rapidement sur le terrain. Les agences de l'ONU, qui sont représentées au Liban par plusieurs comités et missions, ont dressé une vision et des plans avant de passer à l'exécution, tantôt en partenariat avec d'autres organisations internationales, tantôt avec des ONG locales ou avec des institutions officielles.

Dans ce contexte, le Programme des Nations Unies pour le développement a effectué un état des lieux complet à Beyrouth, notamment dans les secteurs détruits par l'explosion. D'abord pour évaluer les pertes, et ensuite pour établir des programmes et des plans destinés à assurer une protection sociale et économique aux habitants de Beyrouth. Le Pnud a aussi établi une évaluation des dommages causés à l'environnement et il a offert une aide juridique en coopération avec l'Ordre des avocats.

De son côté, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a attiré l'attention des autorités et de tous ceux qui souhaitent aider au fait que l'explosion s'est produite en pleine expansion de la pandémie du Covid-19. Par conséquent, les besoins des habitants de Beyrouth sont encore plus importants. L'OMS a aussi établi un plan pour surmonter le choc et assurer les besoins chirurgicaux et médicaux, tout en poussant les ONG médicales efficaces à soigner les blessés et à assurer des unités de soutien psychologiques, en réponse à une demande faite en ce sens par le ministère libanais de la Santé. En même temps, l'OMS a assuré, en coopération avec d'autres associations internationales, des abris provisoires à ceux qui ont perdu leurs maisons, assortis de sommes d'argent pour pouvoir subsister. L'Organisation des Nations Unies pour la femme a, quant à elle, mis l'accent sur l'impact double de cette explosion sur les femmes. Dans un appel adressé à tous ceux qui souhaitent aider, elle a ainsi demandé que la partie la plus importante de leur contribution soit consacrée aux femmes, surtout celles qui sont responsables de familles. L'Organisation internationale du Travail a elle aussi assuré 100 emplois urgents, dans le cadre d'un plan global, aux Libanais et aux réfugiés ayant perdu leur gagne-pain à cause de l'explosion. Ces emplois sont pour la plupart liés au déblaiement des rues et au sauvetage de ceux qui ont



été les plus affectés par l'explosion. Ce programme a été réalisé en coopération avec la municipalité de Beyrouth, dans la volonté d'atteindre les lieux les plus endommagés et les personnes les plus atteintes par le drame. Il s'agissait donc essentiellement de faire un constat détaillé et complet des dégâts et d'aider financièrement ceux qui ont tout perdu, en coopération avec d'autres commissions relevant des Nations Unies. De même, le Programme alimentaire mondial (PAM) a établi un plan pour distribuer des aides financières aux familles qui n'ont plus de quoi se nourrir et pour aider matériellement des locaux afin qu'ils puissent eux distribuer des produits alimentaires de base.

Parallèlement à toutes ces initiatives, l'Unicef a débloqué 4,4 millions de dollars afin d'offrir des aides de santé physique et morale, financière et sur le plan du logement aux enfants et aux jeunes. Il fallait aussi distribuer de l'eau propre et en quantité suffisante aux familles. L'Unicef a également établi des plans pour permettre aux enfants de participer à l'opération de nettoyage de la ville. De même, l'organisation UN Habitat a dressé un plan pour la reconstruction des maisons détruites pour assurer un toit provisoire à de nombreuses familles qui n'avaient plus nulle part où aller, ou dont les maisons ont été gravement endommagées, dans le cadre de son unité d'urgence et en coopération avec d'autres organisations relevant des Nations Unies. Cette organisation a en outre lancé une initiative pour éliminer toutes les infractions à la construction afin qu'elles ne soient plus reprochées. De son côté, le Haut-Comité de secours (UNHCR) a consacré 35 millions de dollars pour aider les citoyens, réfugiés ou déplacés, dans le but de leur assurer un toit pendant les prochains mois. L'Unesco a pour sa part publié un communiqué dans lequel elle a évoqué les dommages subis par le patrimoine libanais et appelé le groupe des donateurs à adopter l'idée de sauver le patrimoine culturel et urbain. Elle a aussi appelé à la tenue de réunions avec le ministère de la Culture et des associations spécialisées pour évaluer l'ampleur des dégâts. Il convient de noter le fait que l'action de toutes ces organisations est restée limitée au sauvetage d'urgence. Elle était donc destinée à soulager la société civile de ce poids afin qu'elle puisse remplir son rôle dans le développement et dans la reddition de comptes.

Au même moment, les déclarations internationales destinées à montrer que la communauté internationale se tient aux côtés du peuple libanais ont commencé à se multiplier. De nombreux États, pays arabes en tête, ont pris l'initiative

d'envoyer sur le terrain des hôpitaux de campagne et des aides de différentes sortes, qui montrent en quelque sorte des différences dans l'évaluation par ces pays de l'ampleur de la catastrophe qui a eu lieu au Liban. Les aides étaient soit des produits alimentaires, soit des médicaments, soit des matières premières pour la reconstruction, soit encore des produits pétroliers. Certains États ont même exprimé leur volonté de procéder directement à la reconstruction de certains services publics. Ce fut notamment le cas du Koweït qui a proposé de reconstruire les silos de blé détruits, sans que le pouvoir politique libanais ne fasse le moindre commentaire. Le Qatar a proposé de reconstruire les écoles publiques endommagées, directement sans passer par les autorités libanaises, alors que les Français ont lancé plusieurs initiatives, dont le projet de reconstruire les anciennes maisons à cachet particulier qui ont été détruites par l'explosion.

Dans la foulée de toutes ces initiatives, des appels ont été lancés pour couper toute aide directe à l'État libanais et à ses institutions, pour la donner plutôt aux ONG présentes sur le terrain. Cette démarche a obtenu l'appui d'une grande partie de la population libanaise, qui a perdu toute confiance dans la gestion du pays par le pouvoir politique. Mais elle a aussi éveillé les soupçons d'une autre fraction de la population, qui avait déjà perdu confiance à la fois dans l'État et ses institutions et dans les ONG. Des informations ont ainsi circulé sur le fait que les autorités ont mis la main sur les aides et commencé à les vendre sur le marché. Que ces informations soient vraies ou fausses, elles ont en tout cas provoqué un vent panique chez les Libanais. Ce qui montre l'absence de confiance entre la population et le pouvoir, surtout après les expériences douloureuses de mauvaise gestion des différentes crises qui se sont succédé depuis la guerre civile jusqu'à la catastrophe du port. Ce constat doit pousser les donateurs à trouver eux-mêmes les moyens sûrs de faire parvenir leurs aides à ceux qui en ont besoin.

La question qui se pose aujourd'hui est celle de savoir si la communauté internationale fera en sorte que l'aide qu'elle apporte tourne à l'avantage de la classe au pouvoir en lui donnant la possibilité de se maintenir en place, sous couvert de légalité internationale et de continuité, ou bien si elle veillera à favoriser le changement, si jamais il devait se produire.

Comme nos parents avant nous : une nouvelle génération lutte contre le traumatisme qui a frappé Beyrouth

Laudy Issa

Rédacteur-en-chef à Beirut Today

Pour encore très longtemps, Beyrouth sera avant tout associée à l'explosion du port (4 août 2020) qui a fait quelque 200 morts, 300 000 sans-abri, et blessé des milliers de personnes. Deux semaines après l'explosion de 2 750 tonnes de nitrate d'ammonium au cœur de la capitale du Liban, les effets de l'explosion sont toujours visibles où que l'on se place : dans les voitures cabossées qui s'arrêtent près de vous lorsque les feux de signalisation sont au rouge, dans les monceaux de verre brisé amoncelés au hasard près des poubelles, et dans les décombres des bâtiments en cours de déblaiement.

En fin de compte, tous les dégâts matériels seront réparés et les sympathies du monde iront dans d'autres directions. Entre-temps, ceux qui auront survécu à l'explosion se retrouveront avec de nouveaux souvenirs lancinants d'une guerre menée contre Beyrouth.

Les conséquences de la guerre en cours ne sont pas si différentes de celles que nos parents ont endurée entre 1975 et 1990, tout au long d'une guerre civile livrée par des politiciens qui sont toujours au pouvoir aujourd'hui. Dans les deux cas, des gens ont été forcés d'abandonner leurs foyers, de fermer leurs entreprises, se concentrant sur les moyens d'assurer leur avenir immédiat et mettant leurs rêves de côté. Les bâtiments historiques, criblés par les balles de la guerre puis l'explosion du 4 août, les ont désormais anéantis. « Ceux qui ont vécu la guerre civile m'assurent qu'ils n'avaient jamais rien vu de semblable à l'explosion du 4 août », déclare Karim Mounzer, un reporter vidéo qui travaille avec moi à Beirut Today : « Des années de travail, tout ce que les gens avaient construit détruits en quelques secondes ».

Après la guerre civile, notre classe politique dirigeante n'a pas répondu de ses crimes. La responsabilité du crime d'aujourd'hui – la plus grande explosion non militaire de l'histoire contemporaine – pourrait également ne jamais être établie. Karim était dans la rue pour documenter les séquences de l'explosion moins d'une heure après le drame ; il avait juste pris le temps de s'assurer que ses proches étaient saufs, avant de plonger dans son travail. Sur le terrain, il fut témoin de scènes chaotiques qui auraient pu passer pour les scènes d'un film sur la guerre civile. « Je ne comprends pas. Il ne reste plus rien ! ». Sa voix tremblait au téléphone cette nuit-

là, alors qu'en arrière-fond retentissait le bruit des sirènes et qu'il enjambait les décombres jonchant la chaussée. Au début, il avait filmé presque machinalement. Puis, ayant suffisamment tourné, le souvenir des détails les plus infimes lui étaient revenus : l'odeur du sang, le crissement du verre sous ses pieds, les cris des blessés qui cherchaient des hôpitaux, sans savoir qu'ils avaient également été dévastés par l'explosion. Les images de l'explosion ont brisé la vision du monde d'une nouvelle génération de jeunes Libanais. En dépit de l'instabilité économique et politique du pays, nous étions nombreux à nous moquer de nos parents qui craignaient le retour d'une guerre sectaire. Le monde nous semblait être un lieu relativement sûr, mais la destruction de notre ville a tout de suite assombri les lentilles roses à travers lesquelles nous regardions les choses.

« Lorsque l'explosion s'est produite, ma réponse immédiate a été de penser que Beyrouth a été bombardée », explique Lynn Cheikh Moussa, une autre journaliste de Beirut Today dont les cadres de fenêtres ont été entièrement soufflés par l'onde de choc. « Je me suis instantanément rappelée l'explosion de février 2005 qui a emporté l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, et la guerre de 2006 qui a suivi ». Comme beaucoup, ma mère a pensé qu'un avion israélien avait bombardé un objectif situé tout près de nous. Sans réfléchir, mes tantes ont saisi leurs enfants en pleurs et les ont blottis près de la sortie de leurs maisons. En raison de la puissance de la déflagration, maints récits semblables ont circulé dans le pays.

« Ma mère et mon oncle ont cru qu'une nouvelle guerre avait éclaté. Je n'ai pu que pleurer et calmer ma grand-mère, jusqu'à ce que les faits soient établis », raconte Lynn. Peut-être qu'une guerre aurait été plus facile à comprendre et à accepter. En fait, des années de promesses non tenues, de corruption politique et de négligence criminelle avaient décimé notre ville et anéanti tout l'espoir vacillant qui nous restait. Le dangereux nitrate d'ammonium avait été stocké au port de Beyrouth – au voisinage de centaines de milliers d'habitants et des principaux silos à grains de la ville – six années avant l'explosion. Les responsables politiques le savaient, mais n'avaient rien décidé, avant que l'explosion ne brise notre droit à une vie pacifique.

Au cours des six dernières années, nous avons sans le savoir organisé des réunions, célébré des anniversaires et fréquenté l'université en des lieux situés dans le périmètre de la matière

chimique explosive et mortelle qui se trouvait dans notre port. Ces lieux, et nos vies avec, sont maintenant en ruines. Nous nous identifions aux personnes qui ont perdu la vie, aux êtres chers et aux maisons. Cela aurait pu être n'importe lequel d'entre nous ; un sentiment partagé par nos parents qui ont grandi en temps de guerre.

Avant même l'explosion, les Libanais avaient déjà du mal à joindre les deux bouts, suite au plus grand effondrement économique que le pays ait jamais connu. Car les graves difficultés économiques d'aujourd'hui sont sans égal, même en comptant la guerre civile.

« Nous gardions encore une forme d'espoir dans le pays, avant qu'une explosion ne détruise un cinquième de la ville », dit Lynn. « J'ai cru que pour moi il y avait peut-être un espoir de rester, mais je ne peux plus m'imaginer demeurer sur place et prendre le risque qu'une autre explosion se produise dans les années à venir ».

Je regarde le cortège funèbre d'Élias el-Khoury (15 ans), décédé deux semaines après l'explosion des suites de blessures graves. Pendant que ses camarades de classe portent son cercueil blanc, un sentiment d'impuissance accablant s'empare de moi. Je pense à toutes les premières expériences qu'il ne va pas connaître, à la personne qu'il aurait pu devenir, et à ce qui attend les personnes inconsolables qu'il a quittées.

Les attentats à la bombe, les assassinats et la guerre civile des 40 dernières années ont ancré chez nos parents l'idée que tout peut arriver à tout moment. Une nouvelle génération partage désormais le même traumatisme collectif que celle de ses aînés. Aujourd'hui, les cauchemars accablent notre sommeil. Nous avons pris les fenêtres en aversion, et nous sursautons aux moindres chocs sonores qui nous surprennent. accablant s'empare de moi. Je pense à toutes les premières expériences qu'il ne va pas connaître, à la personne qu'il aurait pu devenir, et à ce qui attend les personnes inconsolables qu'il a quittées.

Les attentats à la bombe, les assassinats et la guerre civile des 40 dernières années ont ancré chez nos parents l'idée que tout peut arriver à tout moment. Une nouvelle génération partage désormais le même traumatisme collectif que celle de ses aînés. Aujourd'hui, les cauchemars accablent notre sommeil. Nous avons pris les fenêtres en aversion, et nous sursautons aux moindres chocs sonores qui nous surprennent.

Le Covid-19 et l'explosion : une intervention dans un contexte de crises multiples

Eveline Hitti

Présidente du Département de médecine d'urgence du Centre médical de l'Université américaine de Beyrouth

La pandémie de Covid-19 a représenté un défi pour les secteurs de santé partout au monde, faisant pression particulièrement sur les systèmes dont les ressources sont limitées. Au Liban, alors même que le pays était sur le point d'appliquer un nouveau confinement afin de limiter le nombre de cas en hausse après la réouverture des frontières, Beyrouth a été le théâtre d'une explosion le 4 août, qui a fait plus de 190 tués, 6 000 blessés et près de 300 000 déplacés. Les conséquences de cette déflagration ont accentué le défi auquel le Liban faisait face dans sa lutte contre la pandémie. Celle-ci est parvenue au Liban alors même qu'une crise économique et bancaire aiguë avait débouché sur la formation d'un nouveau gouvernement, qui a pris en charge la réponse au Covid-19. Les défis initiaux étaient similaires à ceux de tous les systèmes dotés de peu de ressources : le système de santé du pays est fragmenté et en grande partie privatisé, concentré surtout dans les zones urbaines ; les quartiers sont densément peuplés par des foyers multigénérationnels ; la chaîne d'approvisionnement est majoritairement dépendante de l'importation. L'explosion du 4 août a mis davantage de pressions sur le système : six hôpitaux majeurs ont été gravement endommagés ; le défi de la densité populaire s'est accru en raison des milliers de déplacés ; et, enfin, la démission du gouvernement a mis en péril la crédibilité des efforts d'intervention et la capacité à mobiliser les différents secteurs.

L'approche libanaise consistait initialement en un confinement agressif, visant à améliorer les capacités du secteur de santé à faire face à la pandémie. Le pays a mis à l'arrêt les écoles, les garderies, les pubs, les clubs de sport et les grands magasins, gardant ses frontières hermétiquement fermées et sommant les citoyens de rester chez eux, alors même qu'il n'y avait que 99 cas au compteur. En dépit du

succès de ces mesures initiales, avec un taux de positivité de 1,5 % et seulement 251 cas par million avant la réouverture des frontières, des voyageurs contaminés ont bientôt provoqué la formation de clusters dans les communautés. Suite à l'explosion survenue durant une deuxième phase de confinement, le taux de positivité a bondi de 2,1 % le 25 juillet à 10,5 % le 22 août, surchargeant très rapidement les unités consacrées aux malades du coronavirus.

Le défi actuel consiste à encourager un secteur privé dominant à accueillir des patients du Covid-19, au prix d'un fardeau financier croissant pour les hôpitaux : les équipements nécessaires, l'application des normes relatives aux installations et les équipements de protection personnelle (PPE) pour le Covid-19 sont coûteux ; la plupart des tiers-payants continuent d'exclure la couverture des soins pour les patients du Covid-19 ; la perte de revenus, due à la propension des patients à éviter les hôpitaux chargés de traiter le Covid-19, sont autant d'arguments financiers dissuasifs supplémentaires. De ce fait, les soins aux patients du Covid-19 se concentrent dans les hôpitaux publics, malgré la place prépondérante du secteur de santé privé. Alors que l'explosion a endommagé un grand nombre d'hôpitaux assurant des traitements du Covid-19, devenus par conséquent partiellement ou totalement inopérants, les autres établissements qui ont accepté cette mission sont soumis à des pressions supplémentaires. Repenser l'amélioration des ressources des hôpitaux publics est crucial dans l'optique de toute planification future, tout comme le sont les mesures de motivation et de soutien au secteur hospitalier privé, y compris les négociations avec les tiers-payants pour les convaincre de couvrir les cas de Covid-19. L'explosion a par ailleurs accentué un défi supplémentaire : les pays à faibles ou moyens revenus comptent essentiellement sur une chaîne d'approvisionnement étrangère, ayant peu de chance de rivaliser en ce qui concerne les ressources de première nécessité. Avec les interruptions répétées qui ont affecté cette chaîne d'approvisionnement, de multiples

initiatives ont été lancées localement, incluant certains efforts de conception et de production de respirateurs et de PPE de base. De plus, les établissements de santé ont dû recourir aux standards de crise, notamment la réutilisation d'équipements et de PPE. Après l'explosion, le Liban a connu une affluence de donations d'équipements, d'hôpitaux de campagne et de PPE. Toutefois, la majorité des donations n'ont pas pris en considération les besoins à long terme, au-delà des soins apportés aux traumatismes aigus. En plus de cela, le flux de donations, auquel il faut ajouter le défi logistique de faire correspondre les équipements aux différents besoins, a mis en relief la nécessité de la création d'une unité centrale de gestion des désastres naturels, qui aurait pour mission de coordonner les efforts. Une telle unité était inexistante au Liban avant l'explosion.

Enfin, alors que l'utilisation de la télé-médecine s'est considérablement développée à travers le monde, obéissant à des standards de pratique précis, son absence au Liban a été vivement ressentie durant la pandémie, surtout suite à l'explosion, alors que le compteur des cas grimpaient drastiquement et que la charge de travail des hôpitaux endommagés était assumée par d'autres. Dans les pays où elle est disponible, la télé-médecine a non seulement réduit l'exposition du personnel et des patients au Covid-19, mais elle a compensé aussi certaines pertes de revenus résultant de la baisse de fréquentation dans de nombreuses cliniques. Quelques centres de santé au Liban se sont lancés dans la télé-médecine durant la pandémie. Mais les standards de pratique et le cadre légal restent flous. De plus, l'absence de couverture de la télé-médecine par les tiers-payants constitue un obstacle majeur à la généralisation de son utilisation.

Le Covid-19 représente une opportunité de repenser un système de santé aux ressources limitées, dont les pratiques et les politiques bien ancrées ont exposé les vulnérabilités. Des solutions à celles-ci doivent être trouvées, en vue de permettre à ce système de survivre aux crises, actuelles et futures.

Soutien familial et communautaire à la santé mentale des enfants et adolescents après le traumatisme

Tania Bosqui

Psychologue clinicienne et professeur assistante à l'Université américaine de Beyrouth



direct avec le risque de désordre mental chez les enfants (Attanayaké et al. 2009). La particularité de l'explosion au port est qu'elle ne semble pas être le résultat d'un acte de guerre délibéré, d'une catastrophe naturelle ou d'une action humaine. C'est la conséquence du comportement d'une élite politique paralysée par le confessionnalisme et la corruption, au point de mettre honteusement en danger la vie de ses propres citoyens. Les victimes de cette explosion ne sont donc pas des martyrs morts au service d'une cause claire, mais des morts par accident, un accident dû à la négligence et à l'irresponsabilité. La colère et le désespoir causés par cette triste réalité nourrissent encore plus le traumatisme causé par l'explosion et rendent plus difficile l'expression du chagrin et le deuil à la suite de cette tragédie. Dans d'autres pays et d'autres contextes, les injustices socio-politiques sont considérées comme un facteur qui augmente les risques de dépression et d'anxiété chronique (Giacaman et al. 2011). Au Liban, les expériences collectives de guerre, indépendamment du danger personnel qu'elles comportent, sont associées à l'augmentation de l'anxiété (Nuwayid et al., 2011), montrant ainsi l'importance de l'aspect collectif et partagé de la détresse.

Les explosions au port ont choqué l'ensemble du pays, au propre comme au figuré. La peur, la douleur et la colère ont été partagées par la collectivité. Les enfants ne sont pas immunisés contre cette peine collective et ils sont influencés par leurs parents, leurs familles et leur environnement social. Toutes ces réactions ont un impact sur eux. (Diab et al., 2018).

Tout comme le désastre du port a été une expérience collective, s'adapter et traiter cette expérience grave doit aussi se faire sur un plan collectif. Alors que ceux qui résident depuis longtemps au Liban sont fatigués d'avoir à être résilients, le réseau de soutien social et communautaire assez puissant qui existe dans tout le pays protège la santé mentale des enfants. Après la terrible explosion, ils sont venus de partout vers les lieux dévastés, aidant à déblayer les rues, à réparer les fenêtres et les portes, offrant de l'eau et de la nourriture, des abris même, et surtout offrant un soutien moral qui s'est traduit par une grande compassion et par le souci d'accorder une oreille attentive aux survivants et aux rescapés.

Ces derniers ont été inondés de soutien par leurs familles, leurs proches, leurs amis, leurs collègues, les organisations et les commerçants du coin. Toutes ces aides et cet élan de solidarité, qui se sont exprimés spontanément peuvent être très utiles pour la santé mentale des enfants (Betancourt et al., 2013). Ces mécanismes de protection sont renforcés par les capacités de soutien des parents, des familles, et des collectivités. Par exemple, dans l'une des zones les plus affectées par le drame et les plus défavorisées, la Quarantaine, un des parcs fermé par la municipalité a été rouvert et il est utilisé par plusieurs ONG, (Unicef, War Child Holland et CatalyticAction), comme un espace sûr pour les enfants et les parents à l'écart du chaos qui les entoure. Cet espace de jeu collectif est le fruit d'une initiative commune qui avait été conçue en 2016, dans le cadre d'une approche participative qui a été revisitée après le désastre par CatalyticAction et les « voisins de l'AUB », en collaboration avec les enfants eux-mêmes.

Les grandes idées au sujet de la santé mentale et de l'aide psychologique après les catastrophes humanitaires recommandent une approche collective de traitement, basée sur les ressources de la communauté elle-même et elle doit toucher l'ensemble de la collectivité (IASC, 2007). Des experts de la santé mentale, spécialisés dans le soutien psychologique, seront sollicités à une vaste échelle au cours des prochaines semaines et même au cours des prochains mois. Des initiatives comme l'espace de jeu à la Quarantaine pourraient aider à renforcer la capacité de récupération de la collectivité, de façon naturelle et lui permettre de surmonter plus rapidement et sainement cette terrible épreuve. Reconnaître l'ampleur du désastre et de la détresse qui l'a suivi sont vitaux pour protéger la santé mentale et le bien être psychologique des enfants.

Les explosions au port de Beyrouth qui ont ravagé la capitale libanaise le 4 août ont provoqué la mort d'au moins 200 personnes, blessé des milliers d'autres et provoqué la destruction partielle ou totale de plusieurs centaines de milliers d'habitations. Elles ont aussi eu un impact très fort sur la santé mentale et le comportement de la population. La tragédie a eu lieu à un moment où cette dernière vivait déjà un grand stress à cause de la dévaluation de la monnaie nationale, de la pénurie du fuel, des coupures de courant, des fermetures intermittentes du pays en raison du coronavirus et des manifestations populaires de colère contre la corruption et la mauvaise gestion de la part des gouvernants. Près de la moitié de la population libanaise et au moins deux tiers des réfugiés résidant au Liban vivent désormais sous le seuil de pauvreté.

La tragédie du port a rallumé la colère contre l'élite gouvernante, qui avait ignoré les avertissements au sujet de la haute capacité explosive de certains matériaux et produits stockés au port sans les précautions nécessaires. Le stress chronique, le traumatisme causé par l'explosion ainsi que l'angoisse et l'incertitude au sujet du lendemain constituent les conditions idéales pour la naissance de troubles mentaux persistants.

Après la tragédie du port, des parents affectés ont rapporté que leurs enfants souffraient désormais de troubles du sommeil, restaient silencieux et ne réagissaient plus, montrant des signes d'anxiété et de peur d'une nouvelle

explosion. Même en jouant, ils avaient l'air préoccupés et émettaient des sons à peine audibles, alors qu'ils sursautaient au moindre bruit un peu fort. Les parents ont essayé de lutter contre ces phénomènes, mais ils étaient eux-mêmes traumatisés par l'explosion qui avait réveillé pour certains d'entre eux les blessures de la guerre civile et son lot de violences. Les parents ont commencé à poser des questions du genre : comment pouvons-nous faire en sorte que nos enfants oublient ce traumatisme ? Pouvons-nous pleurer devant eux ? Que devons-nous leur dire au sujet de ce qui s'est passé ? Redeviennent-ils normaux ?

Au cours d'une séance de psychologie de groupe avec des adolescents et leurs parents, organisée par l'ONG Embrace, les parents ont été surpris d'entendre la conscience profonde de leurs enfants de la réalité de ce qui s'était produit. Les jeunes ont posé des questions très pertinentes et réalistes sur le fait de savoir s'ils pourront retrouver leurs maisons, ou sur ce qui pourrait se passer si le gouvernement ne démissionnait pas. Ils ont aussi cherché à savoir si l'explosion pouvait provoquer une nouvelle guerre civile et si les hôpitaux (plusieurs d'entre eux ont été lourdement endommagés par l'explosion) étaient en mesure de les accueillir s'ils venaient à contracter le coronavirus. Les angoisses et les sentiments complexes suscités par l'explosion chez les jeunes étaient ainsi perceptibles.

Les recherches montrent de façon précise que les guerres, les conflits armés et les catastrophes naturelles ont un lien

Comment la tragédie de Beyrouth a ravivé le sentiment d'appartenance nationale

Zainab Chamoun

Journaliste et chercheuse

À la suite de l'explosion de Beyrouth, la vie quotidienne des citoyens se résumait à une seule scène marquante : une main-d'œuvre libanaise et non-libanaise, de tous les âges, sexes, provenances et appartenances religieuses, se rassemblant dans les rues déformées de Beyrouth pour aider la ville à se remettre sur pied. La tâche quotidienne consistait à réparer un nombre considérable de fenêtres et de portes, à distribuer des caisses de nourriture, à assurer des abris, à nettoyer les rues et à recenser les besoins de première nécessité. Nous ne savions pas jusqu'à quel point nous aimions Beyrouth avant de la perdre. Nous sous-estimions le pouvoir de notre unité jusqu'à ce que nous nous sentions tous visés.



© Brady Black

Quelques heures à peine après la catastrophe, les efforts de secours s'étaient déjà déployés sur le terrain et à travers les réseaux sociaux. La culpabilité du survivant aidant, presque tout le monde au Liban a assumé sa responsabilité dans la dynamique de réparation. La population n'a pas attendu l'intervention du gouvernement, étant persuadée qu'il la décevrait une nouvelle fois. Des pages personnelles sur les réseaux se sont transformées en mégaphones pour disséminer les informations sur l'aide disponible ou demandée. Toujours sous l'emprise de l'onde de choc qui a déchiré leur capitale, les Libanais ont uni leurs efforts à travers le monde virtuel, afin de répondre aux besoins les plus urgents : assurer un toit aux sans-abris et localiser les victimes disparues. Par le biais de « stories » sur Instagram, des internautes ont offert leurs propres appartements pour recevoir des individus touchés. Plusieurs pages ont été créées sur les réseaux sociaux en vue d'offrir une assistance aux sinistrés. Toutes ont employé le mot « Beyrouth » dans leur titre et se sont concentrées sur des besoins spécifiques.

La réaction libanaise collective n'est pas le résultat d'une « résilience passive ».

Les Libanais, bien qu'ayant souffert de nombreuses crises, ne se résignent pas à accepter la performance intolérable et choquante de leur État. Leurs efforts collectifs sont nés de leur défiance vis-à-vis de la classe dirigeante. Ils voulaient combler rapidement les lacunes pour lesquelles les autorités ne lèveraient pas le petit doigt. Jusqu'à ce jour, l'action du gouvernement est minimale et n'est en aucun cas comparable à celle des individus et des initiatives menées par des volontaires. Les citoyens au Liban n'ont aucune confiance dans les autorités et les partis au pouvoir. En fin de compte, c'est bien le gouvernement qui a caché une quasi-bombe nucléaire en plein Beyrouth, près d'ouvriers innocents et de résidents vivant au cœur de la ville ou sur le littoral. C'est la négligence du gouvernement qui nous a fait perdre des vies, des murs, un patrimoine culturel, des toits éclairés, des cafés et des rues qui abritaient des souvenirs précieux, tous évaporés dans un épais nuage en forme de champignon.

Ces efforts collectifs à travers le monde virtuel se sont traduits dès le lendemain du drame par une action pratique sur le terrain. Traumatisés, en deuil et pleins de rage, les gens se sont mobilisés autour des

quartiers les plus dévastés de Beyrouth. Sous un soleil de plomb, en prenant le plus de précautions possibles en raison de la pandémie, ils se sont déplacés de maison en maison, proposant leur aide. Armés de balais, de gants, de masques et de casques, ils ont nettoyé les remblais et le verre, réparé les fenêtres et les portes cassées, visité les résidents des logis endommagés. Des personnes de tous les milieux et de toutes les régions ont travaillé dans des quartiers qu'ils visitaient parfois pour la première fois, fournissant un effort physique exceptionnel. La scène était particulièrement touchante : comment un pays qui vient de vivre l'une des plus puissantes explosions de l'histoire a-t-il pu faire preuve d'une telle volonté collective de rebâtir sa capitale dévastée ? En parcourant les zones les plus touchées, notamment Gemmayzé et Mar Mikhaél, on ne pouvait qu'y constater une riche diversité. De grands bus d'aides arrivaient de partout, et des étrangers se rassemblaient en groupes spontanément. Les différences religieuses étaient visibles de par le code vestimentaire et les noms. Au regard de la diversité religieuse du Liban, de telles scènes de solidarité communautaire de masse sont relativement inédites. Le pays est en

effet divisé par trente ans de politiques confessionnelles. Subissant encore les contrecoups résiduels de la guerre civile, les différentes régions restent monochromes. Jusqu'à ce jour, nous accordions une importance particulière au moindre exemple d'appartenance communautaire. Or cette explosion grotesque a réveillé en nous ce qui reste de notre identité fragmentée, et nous pousse à la recadrer en une seule perception unifiée de ce à quoi une « nation libanaise » pourrait ressembler. Si les Libanais ont tendance à idéaliser les scènes d'unité et de solidarité, c'est dans l'espoir de les normaliser.

Vivre à la merci d'un gouvernement dysfonctionnel implique de vivre dans un état constant de réflexion prudente, responsable et solidaire. Ayant commencé comme des réactions spontanées et chaotiques, les initiatives libanaises se sont développées pour se transformer en plans d'assistance plus organisés. « Nation Station » est l'un de ces exemples représentatifs d'un effort durable et continu. L'initiative a été lancée par un groupe de résidents locaux, Hussein, Aya, Joséphine et Mazen, et s'est établie à Jéitaoui afin de fournir de la nourriture à la population et faire preuve de solidarité. Plus tard, John et son équipe de « Nylon's Generation » se sont joints à la station pour en faire un centre de secours à la disposition du quartier et des communautés vulnérables. Dotée d'une organisation efficace, d'un système de collecte des données, de distribution des donations et de coordination avec les volontaires, la station est en train d'évoluer en un centre autonome et durable, qui promeut l'interaction sociale et le sentiment communautaire. À l'instar de la plupart des initiatives, elle incarne une meilleure alternative au gouvernement, intégrant la diversité au lieu de la combattre dans le but de fragmenter indéfiniment la société libanaise.

Depuis l'explosion, le cœur brisé, les Libanais ont mené plusieurs tâches à la fois : nettoyer la ville, pleurer les victimes et manifester en faveur d'un rêve utopique, celui d'un État civil inclusif, d'une justice sociale et d'une reddition de comptes. Le pouvoir qui réside dans nos efforts unifiés est une leçon à retenir de cette tragédie. Nous ne sommes pas destinés à reconstruire ce que des mains corrompues détruisent à chaque fois. Au lieu de cela, la tragédie nous a donné une motivation supplémentaire pour réitérer les revendications de la révolution du 17 octobre, et se concentrer sur ce dont nous avons besoin : la justice pour les victimes et une vie décente pour ceux qui ont survécu.

Témoignages de volontaires

Dans la poussière et les bris de vitres...

Nassim S. Zoueini *Niha - Chouf - Mont Liban*



Achrafieh, 25 ans après.

- « Allo maman ? Il y a une grande explosion à Beyrouth. Mais je suis indemne ».

- « Quoi ? ».

- « Il y a eu une explosion à Beyrouth, mais je n'ai rien ! ».

- « Mon Dieu ! Je viens d'entendre le bruit ! Es-tu sûr que tu n'as rien ? ».

- « Oui, oui, c'est pour cela que je t'appelle. Je dois faire vite pour aller voir si mes voisins ont besoin de quelque chose. Je t'aime ! Bye... ». Je me suis assis un instant. C'est vrai que je n'avais rien, mais le choc quand même. J'ai inspecté mes portes défoncées, mes vitres cassées et les poignées des portes traditionnelles en bois rouge éparpillées sur mes meubles, le sol de ma cuisine et sur mon lit.

Je me suis levé. Je sentais encore les grains de poussière qui avaient éraflé mon oreille. J'ai ouvert ma serviette : une bouteille d'eau, une autre d'alcool, une boîte de mouchoirs en papier, des masques et des gants en latex. J'ai ensuite jeté un coup d'œil du balcon. Le spectacle était terrifiant.

Je me suis alors précipité pour prendre des nouvelles de ma voisine âgée de 80 ans. Elle était heureusement indemne.

Je me suis alors précipité dans les escaliers et je suis arrivé dans la rue... Quelle rue ! J'ai couru vers l'entrée de mon immeuble. J'ai pris le volant de mon vélo, et mon périple a commencé.

A une certaine période, je me promenais dans la rue. Mais cette fois, je roulais sur les débris de verre, des branches d'arbres, des pans d'aluminium brisé, des chaussures, des coussins, des portes déchiquetées et même des antennes satellitaires détruites. Des gens criaient comme des zombies en essayant de se faufiler dans ce désordre total. Mes yeux ne parvenaient pas à croire ce qu'ils voyaient et mes oreilles ce qu'elles entendaient : les dommages, les destructions, la poussière, le sang et surtout les cris des enfants, les gémissements des vieux, tant de bruits qui étaient encore plus forts que les sirènes qui s'étaient toutes déclenchées. Je me souviens encore de tous les visages que j'ai vus à ce moment-là. Les voix de ceux qui m'ont demandé de les aider résonnent encore dans mes oreilles. Je revois aussi avec précision les blessures dont ils étaient atteints. Je me souviens aussi de la satisfaction que m'ont exprimée tous ceux qui m'ont vu indemne et qui étaient heureux que je puisse les aider. Mais dans ce spectacle incroyable de désordre et de chaos, je ne peux pas non plus oublier un détail qui m'a marqué et que même les producteurs d'Hollywood n'avaient pas pu imaginer : l'entreprise des pompes funèbres détruite, avec les cerceils éventrés, dont les morceaux jonchaient le sol et les trottoirs avoisinants. Mon instinct de survie m'a poussé à courir vers l'hôpital Saint-Georges où je croyais que les blessés s'étaient précipités pour y être soignés. Je voulais donner du sang et contribuer à apaiser les gens tout en aidant à prodiguer les premiers soins aux blessés. En route, j'ai aidé à nettoyer certains visages de passants blessés. Je leur ai même donné des serviettes pour couvrir leurs blessures. J'ai continué à marcher... mais je n'ai pas trouvé l'hôpital... Après 25 minutes, j'ai vu les gens, les blessés et le corps médical quitter les bâtiments détruits, au lieu d'y entrer. Je me suis mis à trembler. Je me suis dit : c'est là que les gens ayant besoin d'aide viennent, mais l'hôpital est devenu hors service... A cet instant précis, la poussière dans mes yeux s'est transformée en brouillard, alors que dans mes oreilles, continuaient de résonner les cris, les sirènes, les vitres en train de tomber et les crissements des morceaux de verre sous les pas des passants... Tout cela en quelques secondes ! Soudain un cri a brisé ce chaos silencieux : « S'il vous plaît que quelqu'un vienne m'aider ! S'il vous plaît faites vite ! ». J'ai regardé à droite et à gauche. Puis j'ai vu une femme qui voulait entrer dans son appartement en essayant de sauter par le balcon de l'étage supérieur. J'ai compté les étages. Il s'agissait du septième. J'ai commencé à monter les escaliers, en sautant au-dessus de portes effondrées, de barres d'aluminium, de débris de verre et de pans de plafonds. Je montais tout en comptant les étages pour atteindre le 7ème. J'ai vu à ce moment-là, 5 lignes rouges parallèles sur le mur et je me suis dit pour me rassurer : « C'est bon, la personne qui a tracé ses lignes avec son sang a au moins survécu à ses blessures.

Le septième étage « Madame, madame, je suis là », ai-je crié en arrivant. La dame m'a répondu en suppliant : « S'il vous plaît, venez par ici, ma fille est enfermée à l'intérieur. La porte s'est refermée violemment et Jane ne me répond pas. Mon Dieu faites quelque chose ! ». J'ai franchi les meubles détruits par terre pour atteindre la porte en question. Je me suis dit : je ne vais quand même pas trouver une personne qu'il est impossible d'aider. Mon Dieu, s'il vous plaît, ne me faites pas cela, pas maintenant ! » J'ai crié : « Jane, si vous m'entendez, éloignez-vous de la porte ! ».

J'ai ensuite secoué la poignée jusqu'à parvenir à ouvrir la porte. À ma droite, une jeune fille d'une vingtaine d'année, aux cheveux châtains était allongée sur le sol. Son teint était pâle et ses yeux fermés. Il n'y avait pas de sang sur son corps, mais son genou était défoncé. Derrière moi, la mère criait, croyant sa fille morte. J'ai touché le poignet de Jane, le pouls était faible, mais bien là. « Rassurez-vous madame, elle est vivante », ai-je dit à la mère. Avant de dénicher une serviette et de l'asperger d'alcool. Je l'ai ensuite mise sur le nez de la jeune fille, tout en l'appelant. Elle a ouvert les yeux. A ce moment-là, j'ai oublié ces images de fin du monde et je me suis contenté de lui demander : « Comment vous appelez-vous ? ».

« Jennifer », a-t-elle répondu. Je me suis aussitôt tourné vers la mère en lui disant : « Vous voyez, elle va bien. C'est une héroïne ! ». Puis je me suis de nouveau approché de Jane qui s'accrochait à la serviette trempée d'alcool pour caler son cou. Je l'ai regardée ensuite dans les yeux et je lui ai dit : « Voilà, je vous fais un grand sourire. Faites-moi confiance, grande héroïne ! ». Je n'ai pas réussi à la bouger et j'étais très inquiet pour son genou. Je l'étais aussi encore plus au sujet de son transport surtout qu'elle devait être portée depuis les sept étages, à travers des escaliers détruits. Mais plus grave, je me suis demandé quel hôpital allait pouvoir l'accueillir... Je me posais ces questions, en essayant de faire pression sur sa main pour qu'elle reste éveillée, lorsque soudain, un proche de la famille s'est précipité à travers la porte. Je me suis alors senti rassuré. Elles n'étaient plus seules et je pouvais donc me diriger vers une autre mission, dans un coin que je ne connaissais pas... J'ai raconté cette histoire à mes amis et à ma famille de nombreuses fois. Je l'ai aussi racontée à tous ceux qui m'ont demandé des détails sur les moments vécus lorsque je me suis porté volontaire pour aider dans ces quartiers sinistrés. Je me dévouais sans relâche, ne prenant un peu de repos que la nuit. Il y avait tant à faire et je ne voulais pas perdre une minute... sans jamais songer à une récompense.

Beyrouth, vu par un volontaire

Ghadi Bachnak *Mont Liban*

D'une ville de tourisme, d'amour et de joie de vivre, à une ville de désastre, de décombres et de larmes. Après l'explosion du 4 août qui a détruit chaque fenêtre, chaque porte et tout espoir à des kilomètres de l'endroit de l'explosion, Beyrouth est devenue un champ de ruines.

En tant que volontaire dès le premier instant qui a suivi l'explosion, je souffre quand je vois une partie de mon cœur verser du sang innocent en raison de la corruption et de l'incurie du gouvernement. En venant de la montagne pour aider tous mes frères libanais, j'ai aperçu un aspect du Liban que je n'avais pas vu depuis longtemps. En plus des cœurs brisés, du grand besoin d'argent pour les réparations, des larmes des blessés physiquement et psychologiquement, j'ai vu de l'espoir et l'unité d'une nation qui craignait la guerre civile. Les gens ramassaient Beyrouth, une pièce après l'autre. Ils déblayaient ce qui fut un chantre de l'économie, en espérant édifier à l'intention des Libanais patriotes, un État qui ne soit ni endetté, ni corrompu. Venez qu'on construise une nouvelle nation pour les gens qui méritent ce pays et qui ne l'ont pas détruit. Venez qu'on libère les esprits de tout ce qui nous a mené jusqu'ici. Venez qu'on construise un État sans obstacles ni contraintes. Venez qu'on verse des larmes de joie et d'espoir dans un pays où les gens aiment vivre.

Et l'espoir demeure...

Sandra Shehayeb *Mont Liban*

Depuis quelques mois, à l'université, j'ai consacré plusieurs poèmes en langue anglaise à la ville de Beyrouth. J'ai composé des poèmes qui décrivent tous ses détails. Ses bâtiments anciens et nouveaux. Ses rues, et cet esprit poétique qui imprègne le moindre de ses recoins.

L'habitante de la montagne que je suis a toujours ressenti une attirance particulière envers cette ville. J'avais échafaudé un plan sur ce que serait ma vie, mon parcours, mon avenir à Beyrouth.

Aujourd'hui, s'il me fallait décrire la première semaine qui a suivi l'explosion, je dirais que les jours se suivaient et se ressemblaient. Je me réveillais. Je prenais le bus. Je me rendais à Beyrouth. Nous nous répartitions en groupes. Nous participions aux aides et aux secours. Nous rentrions à la maison. Le groupe qui faisait l'aller-retour quotidien de Aley à Beyrouth comptait de nombreux participants. Nous prenions les précautions nécessaires, nous assurant d'avoir des masques et des gels hydroalcooliques à tout moment.

Je dois avouer que je n'étais pas très concentrée en cette période, tout ce qui m'importait était d'aider autrui. J'ai proposé mes services les premiers secours, en ma qualité d'étudiante infirmière. J'ai aidé à lever des portes et des fenêtres brisées, à nettoyer les taches de sang sur les lits ou sur le sol.



En cette première semaine, j'ai perdu toute sensation, tant j'étais absorbée par le bruit du verre brisé en train d'être balayé. Ce n'est que plusieurs jours plus tard que j'ai soudain compris : Beyrouth est désormais, dans nos souvenirs comme dans nos rêves, dévastée. Je ne crois pas que les mots peuvent décrire cet effroyable sentiment. Mais, par la force de la jeunesse, l'espoir demeure. Nous avons l'espoir de rebâtir Beyrouth.

Est-ce ainsi que l'on traite Beyrouth ?

Doja Mkahal *Riyah - Bekaa*

Beyrouth, premier cri de la mer, comme l'a dit le poète Mahmoud Darwiche, et Dame du monde comme le chantait le grand Nizar... Beyrouth de la modernité, de l'art et de la civilisation... Beyrouth a pleuré de douleur, et combien dur est le cri des grandes villes. Est-ce ainsi que l'on traite Beyrouth ? Est-ce ainsi que l'on traite les grandes métropoles ? « Je n'ai pas pu voir ce qui t'est arrivé, ô Beyrouth, tes maisons, tes gens, tes avenues, tes rues et tout ce que tu as subi. Le lendemain du jour de l'accident, je n'ai pu m'empêcher de donner toute mon énergie et mes efforts pour quelque aide que ce soit, même si mon énergie s'est brisée lorsque je t'ai vue détruite, ô Beyrouth. Mais je l'ai vite récupérée, parce que je croyais que personne n'allait ramasser tes ruines à part tes jeunes, tes proches, et quiconque porte en lui les beaux souvenirs de tes rues. Ceux-là seuls peuvent te ramener à la vie. En tant que volontaires, nous nous sommes fixés un délai d'une semaine pour panser tes plaies et essuyer tes larmes, ô Beyrouth. Ramasser les décombres, nettoyer tes routes au balai et à la pelle, le tout porté à même les épaules de jeunes filles et garçons, engagés à gommer cette laideur qui t'a défigurée, ô douce Beyrouth, parce que tu le vauds bien !

« Personne ne peut t'assassiner, ni jamais effacer ton sourire, ô Beyrouth. Ils en ont été capables un jour ou deux, mais tu nous reviendras comme avant... Pour la civilisation, pour la mer bleue, pour les gens qui ont côtoyé la culture et appris l'art dans cette grande ville ». Pardonne-nous, ô Beyrouth... Pardonne-nous.city.

Une tragédie indescriptible

Ramona Khoury *Jezzine - Sud Liban*



C'est l'un de ces souvenirs qui s'accroche à la mémoire pour devenir un cauchemar. Quelques minutes, quelques secondes pèsent parfois plus que des années entières.

C'était une journée ordinaire. J'étais au dépôt de l'association où je travaille. J'étais particulièrement enthousiaste ce jour-là, un sentiment qui s'est évaporé en un instant, me laissant perdue, déroutée. J'étais comme déconnectée de la réalité. Est-ce un tremblement de terre ? Une explosion ? Une tornade ?

J'ai grimpé quatre à quatre les escaliers interminables du dépôt pour retrouver mes collègues, pour voir s'il y avait encore une vie dans ce chaos indescriptible. Je pouvais entendre les battements de mon cœur, chargés d'inquiétude. Quelle tragédie ! Un voile sombre venait d'envelopper l'espoir de noirceur. Je devais appeler ma famille, mes amis, tous ceux que j'aime pour m'assurer qu'ils étaient encore en vie... J'étais bouleversée. Le lendemain, j'ai fait une tournée à pied dans les ruelles de Beyrouth. Je cherchais, la main sur le cœur, les petits enfants qui n'avaient de mère que la rue...

Du simple devoir à la fraternité

Darine Darwish *Tripoli - Nord Liban*

Lorsque l’explosion s’est produite, nous avons du coup été tous envahis par la peur. Puis par le sentiment immédiat de vouloir aller directement sur le site de l’explosion et se précipiter pour aider. Malgré la mauvaise situation sanitaire, le sens des responsabilités a saisi tout le monde, et j’étais moi-même l’un d’entre eux.

On peut dire que notre état psychologique après l’explosion nous a incités à penser de façon négative, et cela nous a également tous affectés, en particulier les riverains du port de Beyrouth.

Mais à l’arrivée dans les zones touchées, votre langue se retrouve incapable d’exprimer ou de comprendre l’ampleur des pertes humaines et matérielles ! Ce qui étonne, c’est que malgré la tragédie omniprésente, on voit des habitants aider ceux qui sont encore plus touchés qu’eux.

Tout cela vous pousse à oublier la peur et à apprendre la force des habitants de Beyrouth. Vous voyez aussi votre sentiment du simple devoir enfin libéré et devenir fraternité et appartenance.

Beyrouth, ma ville

Hassan Chamoun *Nabatieh - Sud Liban*

Ce fut une tragédie pour le Liban. Je n’aimais pas me rendre à Beyrouth. Mais après avoir connu l’esprit de ses habitants, je suis tombé amoureux de cette ville. Nous travaillions avec des inconnus de communautés, milieux et villages différents, comme si nous formions une même famille. Je ne me suis jamais senti en sécurité dans une ville, victime de surcroît d’une explosion, comme je l’ai senti à Beyrouth. Et ceci, à cause de la nature de la population et de l’unité qui est née de cette tragédie. Bien que je sois natif de Nabatiyé, je sens aujourd’hui que Beyrouth est bien ma ville.

Beyrouth... née à partir des décombres

Perla El Rahy *Aaqeibeh - Mont Liban*

Beyrouth que mes yeux ont vue n’est pas la Dame du monde. La Dame est redevenue un enfant dans un monde d’enfance misérable. Ses traits sont passés d’une vieille femme solide, cohérente et résistante à un enfant fragile, obstinée et affaiblie. Son visage a pâli, son rire s’est assombri et son innocence s’est dissipée. Après avoir abrité les milliers, elle est aujourd’hui une enfant sans abri, versant des larmes de sang dans les décombres. Est-ce ainsi que se définit l’enfance ? Celui qui donne naissance à un enfant privée de vie la verra inévitablement s’indigner et se révolter un jour contre lui. Mais Beyrouth n’a pas été en reste. Ses jeunes ont balayé ses cendres et tentent toujours de faire de sa malheureuse naissance une résurrection et un renouveau pour leur patrie. Elle grandira sous leurs mains, et son cœur battra au rythme de la révolution. Ne reste plus à « l’enfant Beyrouth » qu’à apprendre l’importance de la reddition des comptes pour devenir une Dame invincible.

Une lueur d’espoir...

Fatima Naim *Kfarsir - Sud Liban*

Le 5 août, au lendemain de l’explosion du port, Beyrouth, la capitale, ne s’est pas réveillée à la voix de Feyrouz, mais plutôt sur fond des lamentations des mères et des sanglots des pères. Quant à moi, je me suis réveillée avec une douleur à la poitrine et une voix intérieure qui me disait : « Arrête de pleurer. Lève-toi et trouve-toi un moyen pour aider. »

Je me suis dirigée vers la place des Martyrs, où plusieurs jeunes, hommes et femmes, étaient réunis pour apporter une aide, selon les capacités de chacun. Nous avons été divisés en trois groupes. Le premier a été chargé d’enlever les gravats et les débris, le deuxième de distribuer la nourriture, alors que le troisième groupe rassemblait les produits paramédicaux. J’ai rejoint le premier groupe et j’ai attendu mon tour pour obtenir un balai et des gants similaires à ceux utilisés sur les chantiers de construction, ainsi qu’un casque pour me protéger la tête. Mon attente fut longue. Les équipements ne suffisaient pas pour tout le monde. Nous avons eu du mal à trouver quelqu’un qui en faisait don. Après trois heures d’attente, une voiture chargée de ce matériel est arrivée et j’ai pu récupérer mes outils de travail. Je me suis rendue avec un groupe de filles dans la région de Jeïtaoui. Une fois arrivées, j’ai été choqué par la scène. Comme si l’univers s’était arrêté pendant un moment. Est-ce vraiment la même ville qui bourdonnait de fêtes ? Est-ce les mêmes personnes qui n’ont jamais perdu le sourire au cours des derniers jours ? Par où allons-nous commencer et comment allons-nous finir ? La douleur est grande et la destruction encore plus. Nous avons commencé par nettoyer la rue qui était jonchée de verres et d’autres objets tombés des maisons, comme le livre d’un homme de 20 ans qui avait dû le lire deux minutes avant l’explosion, le jouet d’une petite fille dont j’ignore le sort, et le médicament d’une vieille femme qui, probablement, n’avait pas les moyens de s’acheter autre chose. Après un certain temps de travail, l’heure était venue de remettre les outils à quelqu’un d’autre, qui n’avait pas encore eu la chance d’aider. Je suis partie, les larmes coulant tout au long de mes joues. Toute personne qui a visité Beyrouth sait qu’elle est la belle épouse du Liban et une Dame qui ne vieillit pas, malgré les jours de tempête. Mais maintenant, la mariée a perdu son époux et la Dame a pris un coup de vieux...

Cependant dans chaque catastrophe, il y a une lueur d’espoir. Cet espoir, je l’ai vu dans les yeux du jeune homme qui nous a offert à manger et des automobilistes qui nous ont généreusement fourni de l’eau ou qui, du moins, nous ont lancé un gentil mot d’appréciation pour le travail assidu que nous faisons...

Quelque chose en nous s'est brisé

Ghinwa Melhem *Batroumine, Koura - Nord Liban*

Je m’appelle Ghinwa Melhem, j’ai 19 ans, et je suis en 3ème année universitaire. Je suis étudiante en physiothérapie et j’habite à Batroumine-Koura.

Le 4 août, je me trouvais à Jbeïl à 6ho8. J’ai entendu deux fortes détonations, et je pensais que quelque chose s’était passé dans la localité même. En même pas cinq minutes, mon père et ma mère ont commencé à m’appeler insistant pour que je rentre immédiatement à la maison. Les deux détonations sont restées mystérieuses pour moi, et je n’en connaissais ni la raison ni la source. Les nouvelles et les spéculations se sont rapidement succédées jusqu’à ce que je rentre chez moi, et j’ai pu alors constater à quel point l’explosion était puissante. Je me suis aussitôt arrêtée net : « C’est quoi ce désastre ! ». Le lendemain, après avoir vu toute la dévastation sur les réseaux sociaux, j’ai ressenti quelque chose d’étrange en moi, comme une boule qui me nouait l’estomac. Je participe toujours à des activités sportives humanistes (comme le basket-ball en fauteuil roulant) ou à toute aide dont les gens ont besoin. Mais cette fois, c’était différent. Je sentais qu’il y avait un devoir national qui m’appelait, aussi important que le devoir humanitaire. J’ai appelé mon père pour lui dire que je voulais aller à Beyrouth. Il a d’abord hésité à cause de la distance et de la situation sanitaire, mais il a finalement accepté et m’a acheté une paire de gants épais. Le jour suivant, je me suis réveillée à cinq heures du matin, je me suis préparée et suis allée à Batroun. Là, je me suis intégrée à un groupe et nous nous sommes tous dirigés vers Beyrouth. Lorsque nous avons entamé notre plongée dans les zones touchées, j’ai perçu l’ampleur des destructions et senti l’angoisse augmenter à mesure que nous avançons vers les zones dévastées. Je suis arrivée à l’hôpital Jeïtaoui, encore sous le choc de ce que je venais de voir. J’aperçois aussitôt le bâtiment, ou plutôt le lieu dans lequel un patient est normalement censé se sentir rassuré par la disponibilité des services qui contribuent à son rétablissement. Ce lieu est quasiment détruit. Il y a du sang dans les cages d’escalier, des bris de verre partout, sur les lits des malades, dans les urgences où les cas sont reçus pour être traités rapidement ou en attendant d’être hospitalisés... Tout est dévasté. Le nettoyage a commencé. Nous étions tous, jeunes filles et garçons, parfaitement soudés, montant un étage après l’autre, investissant chambre après chambre. Nous avons pu ressentir l’ampleur de l’épouvante qui avait saisi ce lieu au moment de l’explosion. Après cela, je suis allée au centre « Appui » à Achrafieh. C’est un centre de physiothérapie/orthopédagogie/orthophonie et dortoir. J’ai été arrêtée par quelque chose que je ne pourrai oublier. Il y avait un bureau tout en verre, et sous le souffle de l’explosion, des morceaux de verre étaient restés coincés dans le mur en face, le criblant de petits trous. J’imaginai juste s’il y avait eu là un adulte ou un petit garçon... Le verre aurait pu le blesser. Les chambres des dortoirs étaient toutes dévastées et en ruines... Au moment de la pause, j’ai trouvé que mon front était recouvert de poussière de verre. Qu’en était-il alors des victimes littéralement déchiquées ? Je me suis arrêtée, à l’écoute des histoires des gens dans les quartiers. J’ai vu des blessés prostrés devant leur habitation détruite, assis dehors sur une chaise, et une femme qui a perdu à la fois sa famille et sa demeure. Elle n’avait pour tout bagage qu’un sac qu’elle emportait pour aller habiter chez sa sœur.

Face à tout cela, mes larmes me trahissaient.

Quand j’allais à Beyrouth, je ne pensais pas à la distance, au danger, bien que je prenais le bus sur le chemin du retour et que je n’avais pas peur. La distance dans une même patrie est une, et nous sommes tous unis à travers le Liban quand quoi que ce soit affecte la patrie. Les circonstances ne m’ont pas permis d’aller souvent à Beyrouth. Mais je n’ai pas abandonné, j’ai participé aux opérations d’aide pour la capitale et j’ai aussi été à l’université. La plupart d’entre nous n’étions pas présents au moment de l’explosion, mais nous avons senti quelque chose qui s’était détruit dans nos cœurs. Le bruit de la déflagration, le craquement des destructions, les cris des mères et des enfants, les larmes des proches des martyrs, ne seront jamais oubliés.

« Je poursuivrai le travail jusqu’à ce que Beyrouth se relève de nouveau »

Dima Qasem *Al Qobba, Tripoli - Nord Liban*

Je m’appelle Dima Kassem. J’ai 19 ans. Je suis originaire de Qobbah, à Tripoli, et je suis étudiante en première année de gestion des affaires à l’Université libanaise. Je suis bénévole dans le cadre de la campagne « Ensemble pour Beyrouth », lancée par l’association Shift et ayant pour but d’atténuer les effets de la terrible explosion du port de Beyrouth, qui a lourdement affectée la région et toute une nation. Depuis que j’ai entendu parler de ce bénévolat, j’ai été prise d’un énorme élan pour aider dans n’importe quel domaine. J’ai passé le test du premier jour. Depuis lors, je sens que ma présence est importante et que ma participation l’est encore plus, surtout lorsque l’une des victimes m’a dit : « Tu m’as fait oublier mes problèmes. Nous sommes fiers de vous et vous êtes la fierté du Liban ». Cela m’a donné encore plus d’enthousiasme et d’encouragement pour participer à la campagne. Mes conversations quotidiennes tournaient autour de Beyrouth, de l’explosion et des familles affectées. Ce qui a encouragé mes sœurs à prendre part à cette campagne, elles aussi. C’est ainsi que le voyage familial du bénévolat a commencé. Pour la première fois de ma vie, je participe à un travail de volontariat. Cette expérience m’a beaucoup appris. Elle m’a enrichie et m’a apportée de l’expérience et de nouvelles connaissances, comme l’organisation, le leadership et l’esprit de coopération en société. Aujourd’hui, je suis fière de moi-même en ce qui a trait à sensibiliser mes jeunes sœurs et les encourager à prendre part à de telles initiatives. Je remercie l’association Shift

pour son soutien moral et développemental. Je suis persévérante et je poursuivrais le travail dans le cadre de cette campagne jusqu’à ce que Beyrouth se relève de nouveau. J’apprendrai et maîtriserai toutes les activités qui pourraient profiter aux zones affectées.

Du fond du cœur, paix à Beyrouth

Marah Atieh *Sud Liban*

La maison a été secouée et mon cœur a tremblé de peur. Je me suis précipitée vers la télévision, pensant à un tremblement de terre. Sur le petit écran, c’était une surprise. La majorité des chaînes satellite rapportaient une même histoire : « Une énorme explosion secoue la capitale libanaise, Beyrouth ». Les détails commençaient à être dévoilés. L’explosion était survenue dans le port de la ville. Il m’a semblé qu’un monstre avait avalé et brûlé la mariée du Liban, aspergeant de tristesse et de tragédie nos cœurs brisés avec toi, ô Beyrouth. Beyrouth est une ville qui a toujours brillé de mille feux, nichée entre la mer endormie et la montagne sur laquelle elle est adossée. Le lendemain, en plein milieu des événements, j’ai reçu une invitation à rejoindre une initiative de jeunes au centre « al-Jana » à Wadi el-Zeina. L’annonce a clairement indiqué que l’initiative était soutenue par l’Unicef, avec pour objectif celui de panser les blessures et nettoyer les zones dévastées de Beyrouth. J’ai rejoint l’initiative aux côtés de nombreux jeunes, hommes et femmes. Une fois arrivés dans les zones touchées, j’ai réalisé la différence qui existe entre une image vue à la télévision et une réalité constatée sur le terrain. Les rues des secteurs les plus touchées par l’explosion, comme Gemmayzé, la Quarantaine et Mar Mikhaël, étaient difficiles à décrire. Elles étaient couvertes d’une cendre noire, comme si la terre portait le deuil de notre Beyrouth adorée. J’ai vu des habitations dont les murs se sont effondrés, dressées au milieu de nulle part. Le verre était éparpillé partout. Les cris des mères à la télévision et leurs gémissements dans les maisons lorsque nous sommes entrés m’ont transpercé les tympans. Des années de dur labeur, disparues en un instant.

Peut-être que notre présence en tant que volontaires dans le cadre de cette initiative – ainsi que d’autres initiatives lancées par diverses régions, religions et communautés – a contribué à atténuer les blessures de Beyrouth et de ses habitants. Dans une maison dont les propriétaires ont perdu leur seul abri, les visages des jeunes sont devenus eux-mêmes un abri, ne serait-ce que moral. Ces familles ont senti qu’elles n’étaient pas laissées à leur propre compte et qu’un groupe comme le nôtre, composé de Palestiniens, de Libanais et de Syriens, a nettoyé les rues et les maisons, déblayé les décombres et essuyé une larme sur la joue d’une mère qui souhaitait pouvoir nous embrasser, un par un, comme elle l’a confié. Le spectacle m’a affectée. C’est comme si une partie de moi a été martyrisée. Malgré tous les événements douloureux, nous sommes restés unis, nous soutenant les uns les autres. Beyrouth, nos maisons sont ouvertes pour tes habitants. Ô Beyrouth. Je suis une fille venue d’un camp. J’ai vécu en tant que réfugiée palestinienne en Syrie et je suis venue au Liban pour échapper à la guerre. Beyrouth, ce qui t’es arrivé est une tragédie. C’est comme si c’était la guerre... Et toi, Beyrouth... Ô Beyrouth, tu es habituée aussi bien à l’amour qu’à la guerre... Comme tu nous as fait souffrir, Beyrouth... Comme nous t’aimons, Beyrouth... Du fond du cœur, paix à Beyrouth...

Beyrouth, ville sinistrée

Anthony Feghaly *Achrafieh – Beyrouth*

5 août 2020, premier jour après une nuit noire où nous n’avons pas pu dormir. Premier jour après la dévastation qui a affligé la ville de Beyrouth, provoquant de grands dégâts dans la capitale. Je n’ai pas hésité à me rendre à la rue Mar Mikhaël et à Gemmayzé pour aider, même si j’habite dans le quartier d’Achrafieh et que ma maison a été gravement endommagée. Mar Mikhaël et Gemmayzé n’étaient pas comme à leur habitude. Ces deux quartiers étaient mornes, une véritable zone sinistrée : des voitures ont été détruites, des bris de verre jonchaient toutes les rues et les habitations ressemblaient à des bâtiments sortis d’une guerre, dépouillés de leurs fenêtres et balcons. Je me demandais si un jour cette zone reviendrait à ce qu’elle était avant la catastrophe et connaîtrait à nouveau la vie nocturne. Nous étions deux et n’avions pas sur nous du matériel de nettoyage, aussi distribuer des produits alimentaires était pour nous le premier moyen par lequel nous pouvions aider les habitants de ces quartiers. Jusqu’au moment où nous avions fait la connaissance d’un certain nombre de jeunes, qui s’étaient également rencontrés dans la rue. Ensemble, nous nous sommes dirigés vers une maison au bout du quartier de Jeïtaoui.

« Vous venez vraiment nous aider sans contrepartie ? ». C’était la première question que l’habitant de la maison détruite a posée. Il était réellement surpris par notre présence et il s’est mis à parler de nous aux voisins.

- « Vous vous êtes parlés et avez amené avec vous des balais ? ».

- « Non monsieur, nous ne nous connaissons pas. Chacun de nous vient d’une région différente, et nous ne sommes pas tous de Beyrouth ». Effectivement, nous ne nous connaissons que depuis quelques minutes, et les jeunes filles et garçons présents sur le terrain étaient réellement originaires de toutes les régions et appartenaient à toutes les confessions. Tous joignent leurs efforts en vue de redonner à Beyrouth son aspect d’avant. C’est la première fois que je vois ma ville dans cet état : des dégâts et des destructions dans tous les quartiers. Et c’est ce sentiment qui nous a poussés à proposer notre aide tout au long de la semaine. L’État c’est le peuple, et c’est cet État que souhaite chaque citoyen. Une phrase que j’ai entendue durant toute mon enfance me revient : « Que peut donner une génération paresseuse, une jeunesse pendue toute la journée au téléphone ? ». Cette génération est aujourd’hui en train de rebâtir Beyrouth, et elle poursuivra le travail jusqu’à ce que Beyrouth devienne pour de bon la Suisse de l’Orient.

Beyrouth et ses réfugiés : l'amour partagé

Iyad Tayseer

Journaliste palestinien

Dans le salon de coiffure pour hommes, l'horloge marquait sept heures du soir. Ahmed est en retard à son rendez-vous, s'étonnait le coiffeur. Pourtant, c'était aujourd'hui ses fiançailles. Il en avait confirmé la date plus d'une fois. Longtemps, Ala'a, propriétaire du salon de coiffure, attendit. Les aiguilles de l'horloge marquèrent huit heures. Ala'a fut alors certain qu'Ahmed ne viendrait pas. Les fiançailles étaient pour neuf heures. Une heure ne suffira jamais à Ahmed pour se préparer à la cérémonie, se dit-il. En réalité, Ahmed manqua ses fiançailles ce jour-là. Il envoya à sa bien-aimée, Razan, un court message audio annonçant que la cérémonie était reportée, et lui demandant d'en informer également sa famille, n'ayant pas le temps de le faire lui-même.

C'était impatientement, pourtant, qu'Ahmed attendait ce jour. Tous les obstacles matériels avaient été surmontés. Voilà que son rêve se réalisait, et qu'il allait être officiellement lié à Razan. Toute une semaine, il n'avait cessé de confirmer à Ala'a son rendez-vous au salon. Il avait acheté son costume de fiançailles. Invité tous ses amis à la fête. Enfin, Razan, le rêve de sa vie, serait à lui.

Puis l'immense explosion se produisit. Ahmed voit, comme tous les habitants de Beyrouth, le grand nuage de fumée. Sur le petit écran, des centaines de personnes appelant à l'aide. Les sirènes des ambulances hurlant dans les rues de la capitale. Ahmed ne fit plus attention à la cérémonie de fiançailles. Ni aux rêves échafaudés pour ce jour-là. Il ne prêta plus attention à toutes ces histoires qui racontent que Beyrouth déteste les réfugiés. En toute hâte, il enfourcha sa moto et, de son camp de Bourj Brajneh, fonça vers le port de Beyrouth sur les lieux de l'explosion.

Ahmed n'est pas le seul Palestinien à avoir répondu à l'appel de la capitale. Les équipes de la Défense civile palestinienne se sont également rendues au port. Et de nombreux jeunes Palestiniens se sont précipités dans les hôpitaux pour donner du sang. De plus, les hôpitaux à l'intérieur des camps, malgré leurs capacités réduites, ont reçu un certain nombre de blessés.

D'ailleurs, l'amour de Beyrouth ne s'est pas limité aux réfugiés qui se trouvent dans sa zone géographique. Plusieurs appels aux jeunes furent lancés depuis les camps palestiniens du sud et du nord du Liban, pour

aider au déblaiement des décombres et aux travaux de réhabilitation.

Jeunes au chômage. Jeunes auxquels la loi libanaise interdit de nombreux métiers et professions. Jeunes lassés d'entendre les stéréotypes négatifs selon lesquels leurs camps sont des foyers de corruption infestés de hors-la-loi. Ils ont tous été reconstruire Beyrouth alors qu'il leur est interdit de reconstruire leurs maisons sans permis. Ils ont payé de leurs poches vides. Et fait des dons de leurs cuisines vides. Et ils se sont dirigés vers Beyrouth. Ils ont franchi, sans laisser de place au moindre doute ni d'ombre au tableau, l'obstacle placé par ceux qui prétendent que Beyrouth déteste les réfugiés ; que Beyrouth n'est pas sœur de Jérusalem.

La belle réaction des travailleuses étrangères

Que personne n'oublie non plus « l'étreinte d'amour » accordée par certaines employées étrangères aux enfants dont elles avaient la charge. En vérité, elles en ont incarné ainsi la plus belle image. Malgré l'horreur de l'explosion et le choc initial, la première réaction de ces femmes – que beaucoup tiennent pour des esclaves – a été de sauver les enfants aimés de Beyrouth.

Beaucoup de ces employées, pourtant, avaient souffert d'un système de parrainage injuste. C'est au point que certaines s'étaient vues jetées à la rue, comme des objets dont la date de validité a expiré. Toutes ces circonstances auraient pu engendrer en elles ressentiment et haine pour Beyrouth. Mais c'est exactement le contraire qui s'est produit. Ces travailleuses se sont dressées dans ces mêmes rues où elles avaient été jetées et humiliées, pour apporter du baume aux blessures de Beyrouth. Elles ont agi bénévolement et sans que personne ne leur ait rien demandé. Pour dire que Beyrouth est inébranlable... elles qui sont pourtant des femmes brisées. Heureusement pour ces femmes, j'ai trouvé des caméras qui avaient documenté leur action. Accomplie non pas pour se vanter, mais en raison d'un amour qu'elles ont toujours cherché à exprimer avec leur arabe cassé. Magnifiant un Beyrouth, que beaucoup ont tenté d'imposer comme un amour interdit. Jusqu'à la terrible explosion, jusqu'aux aveux d'amour pour Beyrouth venu de ces belles brunes, pour autant qu'il leur fût permis.

La dureté d'une mère

« Beyrouth est une ville dure. Magnifiquement dure. Elle a la dureté d'une mère pour ses enfants. Quelqu'un peut-il haïr sa mère parce qu'elle le corrige ? Bien sûr que non ! Tel

est le sentiment que nous les Syriens portons à Beyrouth ». Appuyé sur son balai, balayant les décombres de Beyrouth, Abou el-Abed, un ouvrier en bâtiment syrien qui vit au Liban depuis sept ans, se livre.

Abou el-Abed travaille au noir à Beyrouth. Il n'a pas de permis de séjour. Les restrictions imposées par les autorités lui imposent d'avoir un parrainage, de l'argent et un certain nombre de documents. Pour lui, autant de conditions inaccessibles. Abou el-Abed tenait son balai. Depuis son lieu de travail, il jeta un coup d'œil vers l'extérieur. Puis il s'enhardi à s'engager de jour ostensiblement dans la rue. Redoutant d'être arrêté, cela faisait longtemps qu'il n'avait pas marché de jour en public. Mais cette fois, il ignora le danger. Il ne pouvait pas assister en spectateur à l'hémorragie de Beyrouth. Il descendit essuyer les larmes de la ville dévastée, après avoir lui-même sangloté maintes fois dans la nuit noire. S'il y a une échelle pour les personnes les plus exposées au racisme et à la discrimination, les Syriens au Liban en occuperaient incontestablement les degrés les plus élevés. Ce que ces réfugiés ont vécu pendant les années de guerre leur fait dire que s'ils ont fui la mort en Syrie, ils l'ont par contre vécue de nombreuses fois au Liban.

Certes, beaucoup ont été surpris de voir des Syriens verser des larmes sur Beyrouth. Les Syriens ont pleuré Beyrouth comme ils l'ont fait pour Damas. Ils ont rivalisé entre eux pour montrer leur amour pour Beyrouth. Certains ont même hypothéqué leur boulangerie de fortune, leur unique gagne-pain, au profit des bénévoles de Beyrouth. D'autres ont parcouru des kilomètres, venus du Nord et de la Békaa pour secourir la ville sinistrée. D'autres encore ont été jusqu'au don suprême et sont morts dans les bras de Beyrouth. Les Syriens constituent le pourcentage le plus élevé d'étrangers victimes de l'explosion. Est-ce pour dire qu'ils sont frères de ce pays et qu'ils partagent en tout, jusqu'à la mort même, le destin des Libanais ?

L'explosion de Beyrouth a donné aux étrangers à la ville l'occasion de lui prouver leur amour. Ce que leurs expériences passées et leurs accents différents n'avaient pas réussi à le faire. Non pas à cause de Beyrouth. C'était plutôt les gardiens de la ville qui tentaient de perpétuer l'image d'une cité qui déteste les réfugiés. Et voici que la conduite de ces mêmes gardiens l'a exposée à la destruction, et que ses réfugiés étaient rendus à une ville qu'ils avaient toujours aimée et dont ils étaient aimés en retour.

Un morceau de Liban qui ne quitte jamais : le rôle de la diaspora dans la reconstruction de Beyrouth

Fatima Dia

Journaliste

L'impact de l'explosion de Beyrouth, le 4 août, a frappé chaque Libanais dans le monde. Près de 4 millions vivent dans le pays. Six à neuf millions représentent la diaspora. Alors que je ne cessais de rejouer dans ma tête les images de l'explosion, imaginant l'effondrement de la capitale, la diaspora libanaise était déjà entrée en action. Elle semblait dire au Liban et à Beyrouth : « Cela vous fait mal et nous vous soutenons ». Le rôle de la diaspora a été essentiel, mais surtout critique. Où qu'ils soient, les expatriés ont immédiatement envoyé de l'argent à leurs proches touchés par l'explosion. Ils ont mis en place des collectes de fonds en ligne pour l'aide humanitaire qui sera transférée à la Croix-Rouge libanaise et d'autres ONG de confiance. Ils ont aussi envoyé des colis de fournitures médicales, de nourriture et même de vêtements. De plus, ils sensibilisent les non-Libanais, les incitant à se rassembler et à aider comme ils le peuvent.

« La diaspora a été l'ange gardien de l'économie libanaise à travers l'histoire », déclare Paola el-Sitt, fashionista libanaise basée à Dubaï. En partenariat avec le Croissant-Rouge émirati et l'école al-Mawakeb, elle a réussi à collecter en l'espace de trois jours plus de 160 tonnes d'aides. « Chaque expatrié ressent le devoir national de se tenir aux côtés du Liban de toutes les manières possibles. » Impact Lebanon, une organisation à but non lucratif basée à Londres et fondée par des Libanais de la diaspora, a créé un fonds de secours en cas de catastrophe qui a levé environ 6,5 millions de livres sterling pour aider les organisations de confiance sur le terrain.

« À Impact Lebanon, nous sommes convaincus que le changement doit être mené et conduit dans le pays même, mais aussi localement. Nous estimons que la diaspora a un rôle catalyseur dans ce changement », affirme Bilal

Malaeb, cofondateur de l'organisation. « La diaspora a suffisamment de distance émotionnelle pour pouvoir se mobiliser, mais elle se distingue aussi par une connexion émotionnelle et un fort accès aux réseaux locaux. Nous pensons que la reconstruction de Beyrouth est un effort national dont la diaspora fait partie, mais elle doit être menée par le pays. »

L'explosion s'est produite dans le contexte général de l'une des pires crises économiques que connaît le Liban, aggravée par la pandémie du Covid-19. Une étude menée par l'Organisation internationale du Travail, l'Institut Fafo pour le travail et la recherche sociale, le Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres organisations, a mis en relief une détérioration générale des conditions de vie et de travail de la population libanaise en raison de la pandémie. De plus, en raison de la crise économique, qui est indépendante de la pandémie, le Liban est confronté à des problèmes de famine similaires à ceux de la grande famine de 1915, les prix des denrées alimentaires ayant augmenté de 56 % depuis octobre, selon un rapport de Business Insider daté de juillet. Selon le Pnud, près de 300 000 personnes ont été déplacées et la principale source d'importation du pays, c'est-à-dire le port de Beyrouth, est en réhabilitation depuis l'explosion, selon un rapport de Dar al-Handasa.

« La souffrance et la misère sont réelles. Nous avons le droit de les ressentir et de pleurer ceux que nous avons perdus. Cela, nous ne l'ôtons pas à nos amis et à notre famille, confie Malaeb. Ceci dit, au cours des crises récentes, il était également clair que les Libanais étaient résolus à prendre leur vie et leur avenir en main. »

L'organisation, c'est la façon avec laquelle la diaspora exprime sa loyauté envers son pays d'origine. L'initiative est née du besoin des Libanais de l'étranger d'aider leur pays à distance. Depuis l'explosion, cette dévotion n'a fait que s'amplifier. Maria Haag, Germano-Libanaise, et Racha Chahine, Anglo-Libanaise, ont accordé la priorité

à la sensibilisation à la situation qui prévaut au Liban depuis l'explosion. Par le biais de leur Université de Kent, au Royaume-Uni, elles ont lancé une campagne pour collecter des dons d'argent à des ONG locales. Elles ont confié qu'il était accablant de voir son pays détruit et de ne pas pouvoir aider en étant « sur le terrain », comme le souligne Maria Haag.

Racha Chahine, pour sa part, a souligné qu'en tant que membres de la diaspora, elles savaient qu'elles devaient faire tout leur possible pour sensibiliser aux événements du 4 août. Majd Faraj, étudiant en médecine libano-américain basé au Michigan, a réussi à collecter, avec l'aide de la communauté libanaise de la ville, près de 70 000 dollars en fournitures médicales à envoyer au Liban.

Le Centre national libano-canadien a également créé immédiatement une page sur la plate-forme de collecte de fonds gratuite en ligne GoFundMe, pour rassembler des fonds destinés aux aides médicales, au logement, à la nourriture et autres. La communauté brésilo-libanaise s'est, elle aussi, lancée immédiatement dans l'action. La Chambre de commerce arabo-brésilienne a ainsi engagé une campagne de dons en partenariat avec l'Association médicale libano-brésilienne afin de fournir de la nourriture, du matériel médical, des médicaments et des matériaux de construction pour un secours immédiat, selon leur site web. Ce que Beyrouth a vu, c'est que ses fils sont toujours là pour lui, quelle que soit la distance qui les sépare.

« Chacun de nous a le devoir de contribuer à reconstruire le Liban, affirme Paola el-Sitt. La relance prendra du temps. Nous y parviendrons en unissant nos forces. »

Deux semaines après l'explosion, j'étais assise à la fenêtre en souriant, bien que tristement. C'était un dimanche. Il était 14h55. Je me suis alors rendue compte que peu importe si je vis dans un autre pays. Une fois que vous aviez vécu dans un endroit, vous ne le quittez jamais vraiment. Aussi, il y a encore de l'espoir pour un meilleur Liban.

Pour une reconstruction verte de Beyrouth - Conseils pour des travaux écologiques de réparation

Mohamed Mortada

Architecte spécialisé en développement durable à EcoConsulting

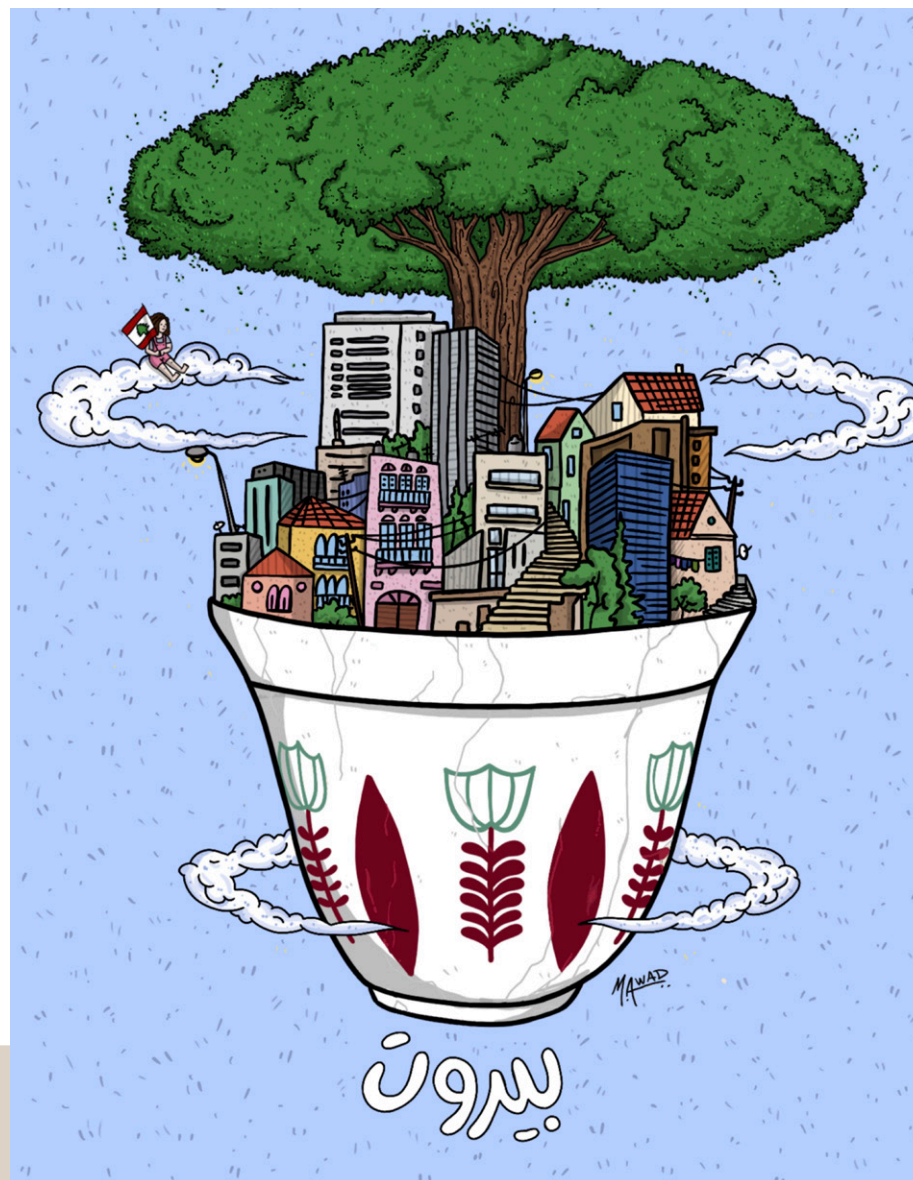
Après la tragique explosion du 4 août qui a dévasté Beyrouth, nous nous sommes tenus debout, traumatisés au milieu des décombres d'une ville que nous aimons. Nous avons pleuré nos morts en même temps que les bâtiments en ruine et les rues autrefois animées. Il était difficile d'envisager un possible redressement après un tel cataclysme, mais au fur et à mesure que les besoins de la population pour des abris et pour des quartiers de nouveau habitables se faisaient de plus en plus sentir, la marge de souffrance diminuait. Une reconstruction rapide s'imposait d'autant qu'elle est susceptible de rendre justice aux victimes de cette destruction massive. D'un point de vue technique, nous voyons qu'une reconstruction verte de Beyrouth permet d'améliorer la vie de la population consécutivement à l'explosion.

En raison de la grave crise financière qui accable le Liban, un recours aux matériaux de construction importés et coûteux est supposé être réduit. Une stratégie de reconstruction verte accorderait la priorité à une réparation des éléments d'un bâtiment endommagé au lieu de les remplacer totalement. Cela contribuera sensiblement à réduire les besoins en termes de matériaux nouveaux tout en réduisant les coûts de réparation.

Les matières toxiques éventuellement présentes dans les vieux immeubles, comme l'amiante (dans les revêtements de sol, les tuyauteries, les toitures), ainsi que les lampes CFL qui contiennent du mercure, devraient être manipulées avec beaucoup de précaution. Le port de masques avec des filtres et des gants épais s'impose. Les espaces dans lesquels des matières toxiques auraient pu se trouver doivent être bien aérés, au moins un jour avant le début des travaux pour s'assurer qu'aucune composante présentant un danger pour la santé ne se trouve dans l'air. Les lampes CFL ainsi que tout équipement électronique inutilisable doivent être envoyés au recyclage.

De nombreux bâtiments ont subi des dommages structurels. Le bois ou l'acier recyclé peuvent représenter un substitut écologique lors des travaux de rénovation. Des poteaux électriques en bois peuvent, par exemple, être utilisés pour soutenir un toit s'ils sont en bon état. Sinon, l'acier recyclé est disponible en quantité et au même prix que l'acier non recyclé proposé par plusieurs fabricants.

Certains matériaux, en revanche, tels que le verre ne peuvent être qu'importés. Le choix d'un double vitrage contribuera à réduire les factures de chauffage et de climatisation des appartements, tout en assurant une isolation au bruit dans les quartiers bruyants. Ceci est particulièrement important dans les espaces climatisés où les baies vitrées sont exposées au soleil. Les façades ensoleillées peuvent être recouvertes de verre réfléchissant – même s'il s'agit d'un simple vitrage – ou de persiennes pour atténuer les besoins en chauffage et en climatisation.



© Mahmoud Awad

Parallèlement, il est conseillé de choisir des peintures à base d'eau à faible teneur en COV (composés organiques volatils) plutôt que des peintures à l'huile qui sont à la fois toxiques et cancérigènes. Ces peintures sont fabriquées localement dans la même marge de prix et ont l'avantage d'assurer un environnement intérieur sain. Pour une finition respectueuse de l'environnement, les murs peuvent être recouverts d'un revêtement composé de terre crue et de paille pour la première couche, puis d'une petite couche de ciment pour consolider ce plâtre,

le rendant plus durable. La terre ainsi utilisée comme revêtement de mur est une technique utilisée dans les vieilles maisons à Beyrouth. Elle réduit la demande de ciment (trabeh) qui est coûteux et les travaux peuvent être effectués par les locataires eux-mêmes.

De nombreux systèmes mécaniques et électriques ayant été endommagés, il est important aussi de tenir compte de l'efficacité énergétique durant le processus de reconstruction et de recourir à l'énergie renouvelable. Dans ce contexte, il est possible d'installer des unités de climatisation qui permettent

de contrôler la chaleur (invertis), des ampoules LED pour l'éclairage et des appareils électroménagers qui favorisent une économie d'énergie. Ces équipements contribuent à réduire la facture électrique, et fonctionnent même lorsque le courant est assuré par un générateur.

Avec l'augmentation des pannes d'électricité à l'échelle nationale, les systèmes d'énergie renouvelable deviennent un bon investissement, promu d'ailleurs par le gouvernement. Des panneaux photovoltaïques ou des chauffe-eau solaires peuvent être facilement installés dans les écoles et les hôpitaux reconstruits d'autant que la facture électrique de ces établissements est élevée. Les chauffe-eau solaires sont fortement recommandés également dans les immeubles qui ont suffisamment d'espace sur le toit. L'avantage de ces systèmes ne se limite pas à la réduction des factures d'électricité. Ils favorisent la résilience de la population et sa capacité à s'adapter à d'éventuelles pannes futures au niveau du réseau électrique central. Parmi les conseils avancés dans cet article, certains présentent un coût supplémentaire, qu'il est difficile certes de justifier, compte-tenu de la crise économique dans le pays. Cependant, si on tient compte de la durée de vie de ses installations, on se rend à l'évidence qu'ils permettent à long terme de faire des économies. Les coûts les plus élevés pourraient également être réduits si les fonds d'aide à la reconstruction couvrent la réparation des éléments préexistants. Le mécanisme de cette compensation financière doit être cependant précisé le plus tôt possible, afin de permettre aux propriétaires de prendre la décision adéquate au sujet des montants à investir dans les choix des bons matériaux. Nous espérons que la reconstruction de Beyrouth sera rapide et adaptée aux besoins et aux moyens financiers de la population. Ceci est essentiel pour que justice soit rendue à la population affectée par le drame.

La protection des locataires, au cœur de la renaissance d'une ville

Nadine Bekdache et Abir Saksouk

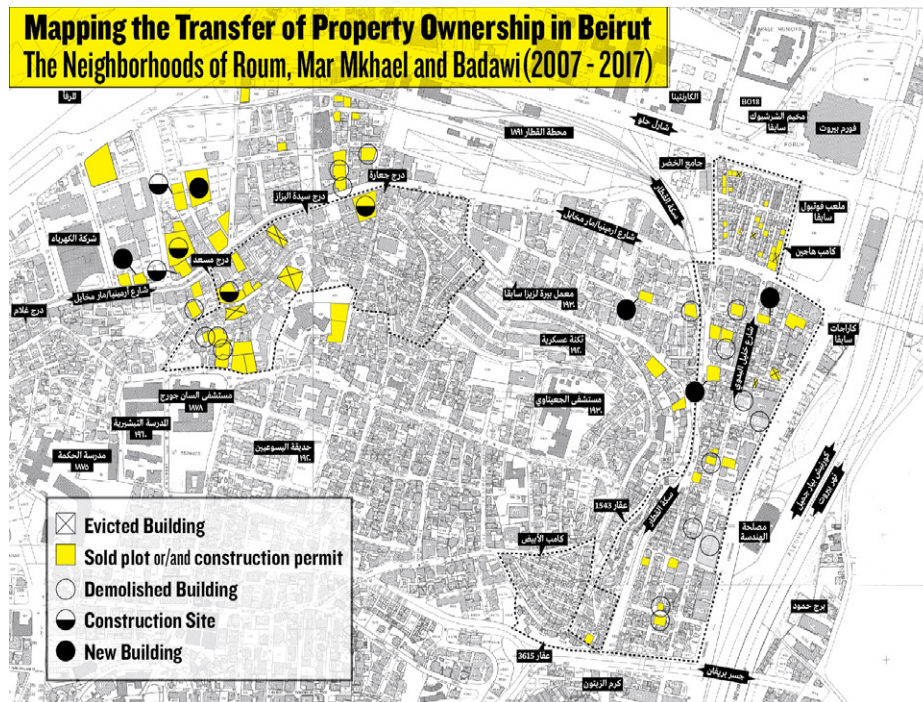
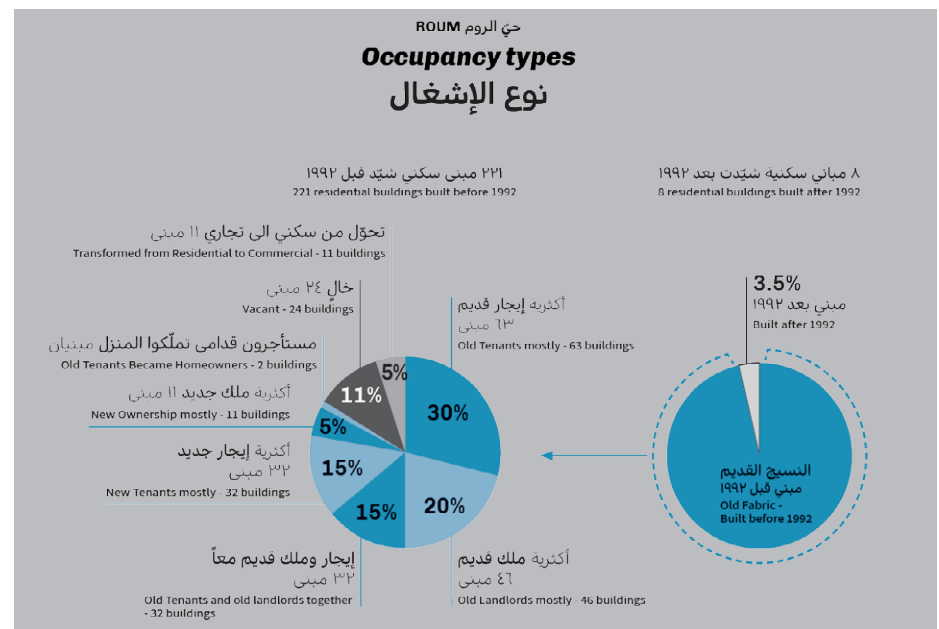
Studio Public Works

Depuis l'explosion au port de Beyrouth le 4 août 2020, des dizaines d'immeubles dans ce secteur ont été évacués. Les habitants, grands et petits, locataires ou propriétaires, Libanais ou non, sont partis à cause des dégâts et du choc qu'ils ont subi et ils se sont installés ailleurs. Les commerces, les ateliers, les bureaux, les restaurants, les échoppes et les écoles ont été éventrés. Le courant électrique a été entièrement coupé alors que les installations d'eau dans plusieurs quartiers ont été endommagées. Certains immeubles sont devenus inhabitables. Tous ces facteurs ont poussé à l'exode rapide des habitants de ce secteur.

Mais bien que justifié, cet exode constitue une menace pour la renaissance de ces quartiers afin qu'ils redeviennent une zone prospère et vivante. Il y a un véritable risque que ce déplacement rapide se transforme en exode permanent, surtout que la plupart de ces quartiers avaient été le théâtre d'une importante spéculation immobilière au cours des dix dernières années. Si nous prenons l'exemple du quartier de Mar Mikhaël, qui avait été choisi par de nombreux Libanais voulant habiter dans la ville, pour être proches de leur lieu de travail, il a subi une transformation impressionnante de son économie à partir de 2006. Les restaurants et les pubs ont fait leur apparition dans ce secteur et ils ont pris la place des échoppes traditionnelles. Ce quartier a d'ailleurs été choisi en raison de ses loyers assez bas, de son caractère particulier sur le plan de l'architecture et du mélange social qu'il

un lieu de résidence en pleine ville. À Beyrouth, le taux de location est de 49,5 % (selon une étude réalisée par le Pnud en 2008). Dans le quartier de Mar Mikhaël, le pourcentage d'anciens locataires représente 55 %. Ceux-ci sont actuellement menacés d'exode permanent en raison de la fragilité du cadre légal qui organise leur présence dans la ville. Les locataires sont ainsi divisés en trois catégories :

- Les anciens résidents. Ceux-ci habitent dans la ville sur la base de l'ancienne loi sur les loyers, qui régissait ce secteur jusqu'en 1992. Ils constituent le vieux tissu populaire de la ville et ils sont aujourd'hui menacés d'exode sans même obtenir des indemnités ou des habitations de rechange selon la nouvelle loi sur les loyers, adoptée en 2014 et amendée en 2017. Cette nouvelle loi a spolié de nombreux anciens locataires de leur droit à la résidence.



abrite. Cet afflux a d'ailleurs provoqué une hausse des prix de l'immobilier dans une proportion de 200 %. Ce processus s'est accompagné d'un changement rapide dans les titres de propriété entre les anciens propriétaires et les sociétés immobilières et les exploitants (revoir la carte du transfert des titres de propriété).

Les quartiers endommagés par l'explosion abritent en grande partie des bâtiments anciens et historiques habités dans une grande mesure par des locataires. Il faut préciser que la location d'appartements reste le moyen le plus courant de trouver

- Les « nouveaux locataires », selon la loi d'exploitation. Cette loi est la seule qui porte sur les loyers et transforme la relation du locataire avec son lieu de résidence en une relation d'exploitation dont les conditions sont fixées uniquement par le propriétaire. Autrement dit, le locataire est privé de son droit à la résidence et le contrat de location est fixé pour une durée de trois ans. Au-delà de cette période, il n'y rien qui empêche le propriétaire d'augmenter le prix du loyer, tout comme il a le droit de ne pas renouveler le contrat et de mettre ainsi le locataire à la porte. Selon cette loi,

le contrat de location n'est conditionné par aucun indice des prix. Il n'est aussi lié par aucune obligation concernant la monnaie utilisée. Tous ces points relèvent de la décision du propriétaire.

- Les locataires sans contrat. Face à l'absence d'une politique et de programme d'habitation destinés à assurer des domiciles à une large couche populaire ayant des revenus limités, les propriétaires ont une totale liberté pour transformer les appartements qu'ils possèdent en petits espaces à louer, lesquels sont souvent dépourvus des conditions élémentaires d'habitation sur le plan sanitaire ou sur celui de la proximité. Ces appartements découpés sont souvent loués à des étudiants, des déplacés ou même des réfugiés. Les résidents dans de tels lieux souffrent de l'absence de contrats de location, et cela fragilise leur situation.

L'explosion au port et la catastrophe qu'elle a provoquée dans de nombreux quartiers résidentiels ont facilité l'exploitation par les propriétaires de ces locataires fragilisés, face à l'absence totale de l'État et de la protection du droit à la résidence. Sous prétexte d'une fragilité des bâtiments qui menaceraient de s'effondrer à cause du souffle de l'explosion, les locataires sont soumis à des pressions pour vider les lieux. Les forces de l'ordre, qui exécutent les décisions du mohafez, font de même. De nombreux locataires résistent à ces pressions et insistent pour rester sur place, parce qu'ils n'ont aucune garantie de retour et qu'ils n'ont pas non plus d'autre lieu où aller. Mais ils sont alors contraints par la police à signer des papiers qui leur font assumer l'entière responsabilité de leur décision de se maintenir.

La crainte d'un exode permanent est alimentée par le comportement du pouvoir et son ignorance du droit à la résidence. Tout comme les précédentes expériences ne sont pas non plus encourageantes. C'est le moins qu'on puisse dire. Beyrouth et ses environs ont été détruits à plusieurs reprises, ainsi que d'autres villes et villages libanais. Et leur reconstruction a reproduit les mêmes failles qui avaient conduit à leur destruction. La reconstruction s'est donc faite sur des bases de classe sociale ou selon des critères d'intérêts personnels. Ce qui a provoqué un surplus de morcellement du tissu social et de l'économie locale, créant aussi un grand fossé entre le passé et le présent.

À partir de là, on peut dire que la reconstruction et la réhabilitation des quartiers de la Quarantaine, Mar Mikhaël, Gemmayzé, Jéitaoui, Roum, Fassouh et Badaoui provoqueront un véritable conflit politique. Le pouvoir tentera forcément d'exploiter les destructions pour tenter d'imposer son réseau d'intérêts lié au secteur immobilier et à celui de la reconstruction. Alors que nous, de notre côté, nous essaierons d'imposer des processus qui placeront les résidents au cœur de la reconstruction et de la réhabilitation, en leur offrant un cadre juridique et social, surtout aux couches les plus fragiles.

Sur cette base, nous lançons une initiative pour un état des lieux social et économique de ces quartiers et invitons les personnes lésées et les travailleurs sociaux à nous informer des dommages et des menaces brandies contre les résidents.

La récupération du patrimoine dans son contexte : Beyrouth, après l'explosion

Mona Fawaz

Professeur en études d'urbanisme et coordinateur des programmes d'études supérieures en urbanisme et design à l'Université américaine de Beyrouth

La poussière de l'explosion du port de Beyrouth du 4 août 2020 n'était pas encore retombée que des voix se sont élevées pour évoquer la perte du patrimoine architectural de la ville. Depuis lors, les propriétaires, les avocats de la préservation et d'autres se sont empressés d'enquêter sur les dommages, estimer les coûts des réparations, consolider les murs et les toits en ruine, empêcher les démolitions et, si possible, assembler les décombres pour reconstruire ce qui a disparu. Selon les estimations, 60 à 80 bâtiments historiques ont besoin de réparations considérables. Leurs efforts admirables se sont joints sous la bannière d'une association de bénévoles, comprenant de nombreux particuliers qui se sont activement investis pendant des décennies dans la préservation de l'architecture de Beyrouth. Cependant, si nous voulons sauver le patrimoine urbain de la ville, il est impératif d'analyser les effets de l'explosion de Beyrouth dans le contexte des transformations qui l'ont précédée. Plutôt qu'une rupture, l'explosion a précipité une destruction bien en cours avec plusieurs centaines de bâtiments perdus au cours des deux dernières décennies. Pour changer ce processus, il est nécessaire de contextualiser la mobilisation en cours et d'élargir son champ d'action pour faire face aux tendances qui compromettaient la protection du patrimoine avant l'explosion. Ceux qui connaissent l'histoire de Beyrouth identifient les quartiers situés à proximité du port comme emblématiques du patrimoine bâti de la ville. En effet, Beyrouth ne s'est étendue au-delà de sa petite population de 10 000 âmes que lorsque son port a commencé à jouer le rôle d'ancrage économique régional dans les années 1830. C'est alors que le quartier de la Quarantaine a été établi, un site où les marins étaient contraints de s'isoler pendant deux semaines pour empêcher la propagation de maladies, avant d'être autorisés à se mêler aux citoyens. Pendant de nombreuses décennies, le site a continué à jouer son rôle d'hébergeur de ces populations jugées indésirables. Aujourd'hui, la Quarantaine abrite une population vulnérable de travailleurs migrants, de réfugiés et de Libanais à revenu modeste, qui ont été gravement touchés par l'explosion. C'est également dans les années 1830 que la ville commença à s'étendre au-delà de ses murs, donnant finalement naissance à ces quartiers qui allaient faire le pont entre les camps arméniens de Bourj Hammoud et le centre historique de Beyrouth, le long de la rue d'Arménie, plus d'un siècle plus tard. Contrairement aux quartiers voisins du centre historique de la ville, qui sont tombés sous les bulldozers sauvages de la reconstruction de l'après-guerre civile dans les années 1990, les quartiers entourant le port ont conservé un nombre généreux de vieux bâtiments en pierre, dont beaucoup

incarnent le caractère unique du Beyrouth des premières décennies des années 1900. Leur charme et leur caractère unique ont attiré au cours des deux dernières décennies une population de jeunes créatifs, y compris des studios et ateliers, des propriétaires

pas réussi à redonner vie au secteur. Ils ont pu le faire parce que l'absence d'incitations et de soutien aux propriétaires fonciers avaient transformé leur propriété en lourd fardeau. Pris au piège entre d'une part des réparations coûteuses, et d'autre

amendée et excessivement permissive. Alors que nous avançons dans l'élaboration d'un processus pour la récupération du patrimoine urbain de la ville, tâche essentielle à tous égards, il est impératif que le soutien apporté à la protection du patrimoine de la cité incarne une compréhension plus large de ce qui relève de cette catégorie. Le patrimoine est une entité vécue. Contrairement aux reliques dans les musées que les gens visitent pour étudier ce qui n'est plus, les cultures urbaines existent avec les personnes qu'elles incarnent. En combinaison avec les rues, les allées, les escaliers, les magasins et leurs connexions, les bâtiments fixent les multiples formes d'habitat, les pratiques, les imaginations et les interactions, tant individuelles que collectives. Ils forment les cadres dans lesquels les gens habitent et interagissent les uns avec les autres. En tant que tels, ces espaces incarnent l'accumulation des pratiques des personnes historiques et contemporaines, et c'est cette accumulation qui fait leur importance en tant que patrimoine, lui donne sa valeur vécue, lui fait personnifier des histoires objectives et des mémoires individuelles, qui finalement reflètent des histoires et des identités communes partagées, capables de rassembler les gens. Lorsque les pratiques de ces communautés sont arrachées au profit de la spéculation immobilière, les traces de leur histoire s'effacent. Par conséquent, si nous voulons arrêter la destruction de notre patrimoine et récupérer ce qui reste de ces quartiers urbains, nous devons créer une nouvelle réalité pour leurs habitants et usagers. Nous devons les intégrer en tant que champions de la restauration. Parallèlement à la palette des restrictions généralement déployées dans la préservation du patrimoine (par exemple, pas de mise en commun des lots, respect de la typologie de l'architecture), nous devons nous pencher sur les cadres urbains et économiques plus larges qui ont réduit l'économie urbaine à des investissements spéculatifs. À ce titre, il est impératif d'introduire une vision holistique de la régénération urbaine, qui investit dans les économies productives des quartiers et propose des projets publics et des interventions urbaines intégrées. Il devrait également y avoir des incitations et des compensations ciblant directement les résidents du quartier, donnant la priorité à leur retour et à la reprise de leurs entreprises. Ce n'est qu'en redonnant vie aux quartiers que nous pourrions assurer une voie de récupération patrimoniale, une voie qui reconnaît notre culture comme vécue et en besoin constant de réinvention positive.



© Sarah Kamourieh

de restaurants et de bars, ainsi que leurs clients et visiteurs. Ils cohabitaient souvent mal avec les habitants vieillissants du quartier, qui souffraient du bruit et des activités nocturnes... Pourtant, il y a eu plus de bâtiments perdus que préservés. En effet, les puissants professionnels de l'immobilier et leurs partenaires en affaires dans la classe politique et les banques ont trouvé de nombreuses opportunités pour remplacer la petite architecture souvent modeste de ces quartiers par d'imposants gratte-ciel, dont beaucoup d'ailleurs n'ont

part une annulation des loyers anciens qui avait augmenté de manière exponentielle les prix des locations dans les quartiers, les propriétaires – dont beaucoup se partageaient des biens dans des conditions de successions familiales inconfortables – avaient souvent été contraints de brader leur propriété au bénéfice de particuliers plus puissants, parfois pour une bouchée de pain, car ces derniers pouvaient assurer une hausse du classement patrimonial et un investissement lucratif, désormais autorisé par une loi sur la construction

Des outils simples permettent de découvrir les fake news

Mahmoud Ghazayel

Journaliste et formateur en vérification de nouvelles

La pandémie de Covid-19 a constitué un test pour voir à quel point les gens, ainsi que les médias, peuvent découvrir les fake news (fausses nouvelles). Hélas, on a pu ainsi mesurer la fragilité de l'immunité générale face à la désinformation, ainsi que la grande capacité de lancer des rumeurs qui peuvent être exploitées à des fins politiques.

En principe, on pense en général que le journaliste spécialisé est le seul en mesure de mettre un terme à la circulation des fake news. Mais le développement technologique a permis à tout le monde d'avoir accès à des outils gratuits, d'utilisation facile, qui permettent de vérifier les informations, notamment au sujet de la pandémie qu'on appelle « infodemic ».

Au cours des premiers mois de 2020, on a assisté au Liban à la multiplication d'informations sur les sites électroniques de news accusant telle ou telle autre partie d'avoir introduit et propagé le virus sciemment à partir de pays voisins. Il a même été question de la propagation du virus à travers des bennes à ordures dans certaines ambassades ou par le biais d'enveloppes venues de Chine. Bien entendu, ces informations n'étaient attribuées à aucune source. Elles n'étaient pas vérifiées et s'inscrivaient principalement dans le cadre des accusations politico-confessionnelles.

Le même phénomène s'est reproduit lors de l'explosion au port de Beyrouth, lorsqu'une capture d'écran fabriquée a commencé à circuler sur les réseaux sociaux, attribuée à l'hôpital de l'Université américaine de Beyrouth (AUH), dans laquelle il était dit qu'il valait mieux rester chez soi car l'explosion avait distillé dans l'air des particules de gaz d'acide nitrique toxique. L'hôpital en question avait démenti l'information dans plusieurs communiqués officiels.

Face à ces informations erronées, certains au Liban ont réagi en pointant du doigt toute personne ayant un physique asiatique, en raison d'une méconnaissance totale du virus et de ses moyens de propagation. Il y a presque eu à ce moment-là une sorte de « coronaphobie », qui s'est traduite concrètement par une apparition dans les médias d'un étudiant chinois en visite au Liban, Wang Yu, qui a raconté le calvaire qu'il était en train de vivre et l'ostracisme dont il était victime dans ce pays.

Dans une vidéo qui a été relayée par plusieurs médias, il a accusé certains Libanais de racisme à cause de la manière dont ils se sont comportés avec lui. Ce qui lui avait fait peur et craindre des réactions violentes contre sa personne. Au point qu'il en était arrivé à ne plus sortir de chez lui. Mais après la circulation de sa vidéo, il a été pris en charge, aidé et rassuré. Il a toutefois attribué ce qu'il a vécu à l'amplification médiatique et aux fausses informations qui ont circulé sur les



coronavirus après son apparition.

Le même phénomène s'est produit à nouveau après la terrible explosion qui a secoué la capitale, le 4 août dernier. Des vidéos ont commencé à circuler sur les réseaux sociaux attribuant l'explosion à un missile lancé à partir du ciel. Pourtant toutes les expertises effectuées démentent totalement ces allégations. Ce qui a été vu dans les vidéos et qui ressemblait à des avions était en fait des oiseaux. L'objectif de lancer l'idée d'un missile semblait illustrer le désir d'obtenir un maximum de « like » ou de « share » pour se faire une grande popularité sur les réseaux sociaux. Dans ce contexte, il est donc bon de savoir que n'importe qui peut faire face à la circulation des fausses informations, avec des moyens qui ne sont pas seulement disponibles pour les spécialistes ou les techniciens. Ces moyens sont accessibles à tous. On peut en citer quelques-uns :

1- Réfléchir d'une façon logique et raisonnable

Certains usagers des réseaux sociaux partagent des informations qu'ils estiment utiles, mais le plus souvent sans prendre la peine de les vérifier auparavant, tout simplement parce qu'ils considèrent qu'elles en valent la peine.

C'est ainsi que de nombreuses informations ont circulé selon lesquelles une société de téléphonie mobile demande aux usagers d'ouvrir un certain lien pour obtenir un bouquet gratuit d'Internet ou des aides financières, sous prétexte qu'il s'agit d'un geste envers l'équipe médicale ou envers les gens en cette période de crise économique et sociale. Cela avait été démenti par les deux opérateurs Alfa et Touch, qui ont rappelé que lorsqu'ils

veulent s'adresser à leurs clients ils le font directement. De même, les Forces de sécurité intérieure (FSI) ont à plusieurs reprises demandé aux utilisateurs des réseaux sociaux de faire attention aux faux liens destinés à s'emparer de leurs informations personnelles pour les utiliser ultérieurement dans des opérations de fraude.

Toujours dans ce contexte, il faut prendre en considération le fait qu'il existe des techniques de falsification qui ne sont pas perceptibles et qui produisent des vidéos ou des photos montées de toutes pièces. Par exemple, une vidéo dont on a dit qu'elle avait été réalisée en filmage thermique et dans laquelle on voit un missile s'approcher du port de Beyrouth avant la grande explosion, est apparue par la suite comme ayant été tournée selon la technique dite « inverted colors », dont l'application existe sur les téléphones portables. La séquence du missile qui s'approche de la terre y a été ajoutée par la suite. Il est ainsi apparu que la vidéo initiale, avec les véritables couleurs, avait été tournée par une personne qui travaillait à CNN et qu'il n'y avait aucune trace du missile dans ce qu'elle avait filmé.

2- S'assurer de la source

Les internautes reçoivent régulièrement des textes attractifs accompagnés de liens qui se réfèrent à des sites électroniques pour leur donner l'impression que ce qui est écrit est crédible. Mais un coup d'œil rapide aux liens cités montre qu'il ne s'agit pas de sites sérieux, et même le plus souvent de sites non-officiels suspects et peu professionnels.

Les utilisateurs de Google Chrome sur téléphone ou ordinateur peuvent en plus

obtenir la traduction de n'importe quel texte. Ce qui peut les aider à s'assurer que les informations ne sont pas initialement écrites en arabe.

De même, il est toujours possible de copier les mots-clés de chaque information pour les remettre sur Google Chrome et faire ainsi une recherche sur le sujet. Rapidement, on peut trouver la date de la première apparition de l'information sur le net. Cela se produit souvent avec des déclarations inventées et attribuées à tel ou tel autre responsable. Ce fut notamment le cas avec le ministre de la Santé Hamad Hassan, lorsqu'on lui a fait dire qu'il comptait isoler une certaine région à cause de la propagation du virus. Un autre exemple de fake news : le 29 janvier 2020, il a été dit que le quotidien an-Nahar en citant l'agence Reuters avait évoqué un grand silence entourant la mort d'un manifestant dans l'un des grands hôpitaux de Beyrouth à cause du coronavirus. Il est apparu par la suite que ce qui a été publié était un extrait d'un grand article publié par le Journal sur son site électronique pour dire que l'information rapportée par Reuters était fautive.

S'il s'agit d'une photo dont on veut vérifier la véracité, on peut recourir par exemple à la technique de la « Recherche d'image inversée » (Reverse Image Search) sur les téléphones de type Android ou Apple. Ce système permet de faire des recherches au sujet d'une photo en utilisant les moteurs de recherche Google, Bing ou Yandex.

Cette technique avait été aussi utilisée pour vérifier une des images qui s'étaient répandues sur les réseaux sociaux, à la suite de l'explosion au port. L'information accompagnant la photo disait que selon les médias israéliens, il s'agissait d'une vue aérienne du lieu de l'explosion. Il est apparu par la suite que cette photo avait été prise en 2015 lors d'une explosion dans la ville de Tianjin en Chine.

On ne peut pas non plus ignorer les problèmes suscités par la propagation des films-vidéos. Certains sont anciens mais on les ressort en faisant croire qu'ils sont récents et ils sont montés d'une nouvelle façon pour les rendre plus crédibles. A la fin du mois de février, une vidéo avait ainsi circulé, sous le titre : « Regardez qui se trouvait en Iran ! ». On y voit le président de la Chambre Nabih Berry. Mais après vérification, il est apparu qu'il s'agissait d'une visite qu'il avait effectuée à Kerbala en Irak, en avril 2019.

Un des meilleurs outils pour découvrir si une vidéo est fautive ou pour l'authentifier est le logiciel « InVID ». Celui-ci permet de vérifier l'authenticité d'une vidéo ainsi que les informations cachées (metadata) qu'elle pourrait renfermer.

Enfin, il reste à préciser que toute information doit être considérée comme fautive tant qu'elle n'a pas été recoupée et vérifiée. Ce principe de base doit rester en vigueur.

La détresse insoutenable des familles qui recherchent toujours leurs disparus

Mariam Seif Eddine

Journaliste



Une mauvaise coordination entre les services compétents rend leur mission plus difficile

Des jours durant, les Libanais ont suivi avec une angoisse mêlée d'inquiétude les informations relatives à la présence de 52 personnes portées disparues à la suite de l'explosion du 4 août au port de Beyrouth. Une angoisse que l'absence de chiffres officiels sur le nombre de disparus a accentuée jusqu'à ce que le secrétaire général de la Croix-Rouge libanaise, Georges Kettaneh annonce que jusqu'au 25 août, seuls sept individus n'avaient toujours pas été retrouvés : quatre Libanais, deux Syriens et un Égyptien qu'il n'a pas cependant identifiés.

Parallèlement, de source des Forces de sécurité intérieure (FSI) on a fait état de quatre disparus seulement dont deux qui auraient pu ne pas être sur les lieux du drame ce jour-là. Quel que soit le nombre des individus dont le sort reste inconnu, il est certain que des dizaines de personnes attendent, le cœur serré et la peur au ventre, d'avoir la moindre information sur leurs proches. Ceux qui ont perdu tout espoir de les retrouver vivants, attendent qu'on leur remette un corps pour qu'il puisse l'enterrer et en finir avec une incertitude qui les ronge.

Pendant que les parents attendent de connaître le sort de leurs enfants disparus, les opérations de secours mettent en lumière plusieurs lacunes qui empêchent celles-ci d'aboutir. Parmi les nombreuses questions posées aux services concernés, notamment au ministère de la Santé, à l'armée et aux FSI, il ressort que c'est le manque de coordination et d'expérience dans la gestion de ce genre de catastrophe,

qui retarde la localisation des personnes encore disparues. Au sein de l'armée et des FSI, on assure que les recherches se poursuivent et on explique qu'un numéro de téléphone a été mis à la disposition des familles d'étrangers qui croient avoir un proche parmi les disparus. De sources policières, on souligne aussi dans ce contexte l'importance de l'aide que les patrons de travailleurs étrangers peuvent apporter à ce niveau, puisqu'ils sont en mesure d'alerter sur leur disparition. En tout état de cause, les recherches se poursuivent et des corps d'étrangers ont déjà été retrouvés mais ne devraient être remis à leurs familles qu'une fois celles-ci sur place et après le test d'ADN qu'elles devront subir.

La douleur qui s'est emparée des Libanais à la suite de l'explosion tragique du 4 août et de ses effets dévastateurs sur les esprits et sur la ville, a ravivé une autre, directement liée à ce mot, « les disparus ». Celui-ci a ressuscité du fond des sentiments enfouis. Certains ont établi un lien entre les personnes dont le sort restait inconnu après la tragédie et celles disparues durant la guerre civile (1975-1990), dont on ne sait toujours rien. Même si les circonstances et le timing des deux causes diffèrent, il reste que le désarroi et la douleur liées à la perte d'un être cher sont les mêmes.

Parler à nouveau de disparus a notamment fait ressurgir des sentiments et des souvenirs enfouis chez la présidente du Comité des parents des personnes enlevées et disparues au Liban, Wadad Halaouani. Sur sa page Facebook, elle a adressé une lettre à ceux qui essaient d'avoir des nouvelles de leurs proches, dans laquelle leur dit : « Nous ne voulons pas que votre

sort ressemble au nôtre ».

« Je n'ai eu le courage d'affronter aucune mère, aucun père, parce que je n'ai pas réussi à me contrôler en voyant de nouvelles victimes vivre dans l'attente du retour hypothétique d'un être cher. Le pire est l'absence de chiffres officiels », confie la dame qui essaie toujours, 38 ans plus tard, de retrouver son mari. Elle redoute une négligence de l'État au niveau de la recherche des disparus à la suite de l'explosion tragique et craint que les autorités n'abreuvent leurs parents des mêmes justifications dont elles avaient abreuvé les familles des disparus de la guerre. « Sinon, ils vont finir comme nous, des morts-vivants qui ne font qu'attendre. Plus difficile que la mort est d'attendre un être qui ne donne aucun signe de vie et dont on ignore le sort. La mort est certes dure, mais la vie continue une fois qu'on a fait notre deuil. La vérité est le seul remède après la perte d'un être cher, qu'on retrouve son corps ou seulement ses restes », confie-t-elle.

Les craintes d'un laisser-aller de l'État semblent justifiées. Les témoignages de nombreuses personnes qui se sont mises à rechercher leurs proches après l'explosion se recoupent autour d'une mauvaise gestion des services concernés. La famille de l'une des victimes, Ghassan Hasrouti, en sait quelque chose pour avoir tout fait pour le retrouver avant d'élever la voix. Le fils de Ghassan, Élie, raconte qu'il était entré en contact avec toutes les services pour essayer de retrouver son père, mais qu'à chaque fois, l'un d'eux le référerait à un autre. « Un de ces services a été jusqu'à nous conseiller de nous en occuper nous-mêmes », s'indigne-t-il.

Selon le directeur exécutif de Legal agenda, l'avocat Nizar Saghieh, l'État libanais était supposé, conformément à la Convention de Genève et aux engagements internationaux du Liban, mettre en place un bureau chargé de suivre le dossier des personnes portées disparues en cas de guerre. « Sa mission aurait été d'intervenir rapidement pour identifier tous les détails en rapport avec la disparition de quelqu'un. Nous réclamons depuis 2006 la création de ce bureau. La Croix-Rouge internationale avait formulé la même requête auprès de l'armée, d'autant que ce bureau peut aussi être utile en cas de catastrophe. S'il existait, il aurait pu assurer une meilleure expertise au niveau des recherches aujourd'hui », explique-t-il. Pour l'avocat, le problème fondamental réside dans le fait que l'État n'est pas préparé à faire face à une catastrophe. « C'est la décrépitude même des institutions. Les gens sont livrés à leur propre sort », commente-t-il.

Même si le nombre des personnes portées disparues a baissé, le fait qu'il y ait encore des victimes dont le sort demeure inconnu et la détresse de leurs familles respectives qui attendent la moindre information les concernant, devraient pousser l'État à agir sérieusement pour les retrouver. Il est important qu'ils ne se transforment pas en chiffres supplémentaires sur la liste des disparus.

La confusion au niveau de la gestion de cette catastrophe commande aussi à l'État de revoir ses dispositifs de gestion des désastres, si jamais un autre devait se produire, pour préserver les droits et la dignité de l'être humain.



Illustration de «Ashekman»

Implemented by:
KFW

Le projet du Pnud " La consolidation de la paix au Liban " œuvre depuis 2007 pour le renforcement de la compréhension mutuelle et la promotion de la cohésion sociale, en abordant les causes profondes du conflit au Liban. Le projet a aussi travaillé récemment sur le traitement de l'impact de la crise syrienne sur la stabilité sociale au Liban.

Le projet soutient les différents groupes, allant des dirigeants et acteurs locaux, aux éducateurs, journalistes, jeunes et militants de la société civile, dans le développement de stratégies à moyen et à long terme visant la consolidation de la paix, la gestion des crises et la prévention des conflits.

Pour plus d'informations:

Le Projet « La consolidation de la paix au Liban »
Immeuble Arab Bank, 6^e étage, Rue Riad El Solh,
Nejmeh, Beyrouth - Liban

Telephone: 01- 980 583 ou 70-119160



#PeaceBuildinginLebanon

www.lb.undp.org/PBSupplement

Conçu par:

Alina Mourad

Traduit par:

Fady Noun, Scarlett Haddad, Nada Merhi, Susanne Baaklini, et Tilda Abou Rizk

Edition et révision:

Gaby Nasr